

COMPTES CONSOLIDES  
SEMESTRIELS CONDENSES  
30 juin 2016

## I. Activité

Au premier trimestre 2016, l'activité économique en France a cru de 0,6%, portée en particulier par le commerce (+1,4%)<sup>1</sup> et les autres services marchands (+1,0%). En revanche, l'industrie manufacturière n'a connu qu'une croissance de 0,1%. La croissance est portée en particulier par la consommation des ménages (+1,0%). La balance extérieure a de nouveau contribué négativement à la croissance (-0,2 points).

Pour l'année 2016, l'OCDE prévoit une croissance de 1,4% contre 1,2% en 2015 grâce à la baisse des prix de l'énergie, à la réduction des cotisations sociales et des impôts sur les entreprises et un environnement de taux toujours très favorable aux emprunteurs. Les taux de marges des entreprises devraient continuer à s'améliorer selon l'INSEE qui prévoit une hausse de 0,7 points en 2016 à 32,4% soit un niveau proche de la moyenne d'avant-crise (32,7% sur la période 1988-2007). Le taux d'épargne des ménages devrait se réduire de 0,6 points mais restant toujours à un niveau très élevé par rapport aux autres pays de l'OCDE (14,3%).

La politique de « *quantitative easing* » de la BCE s'est poursuivie au premier semestre 2016 avec l'accélération annoncée en mars du programme de rachat de titres (80Mds€/mois contre 60Mds€ précédemment), la baisse du taux de refinancement à 0% et du taux de dépôt à -0.40%, et le lancement d'un TLTRO II à la fin juin permettant aux établissements bancaires d'obtenir des ressources à quatre ans à un coût pouvant être négatif en fonction de la croissance de leurs encours éligibles d'ici la fin juin 2018. La BCE n'exclut pas de prolonger son programme de rachat au-delà de mars 2017.

Cependant, le référendum sur le Brexit entraîne une plus grande incertitude concernant les perspectives de croissance de la zone Euro. Les premières estimations des analystes et de la Commission Européenne seraient un impact négatif sur le taux de croissance de la zone euro de 0,2% à 0,5% d'ici 2020.

Sur les marchés financiers, le premier semestre a été marqué par une poursuite de la baisse des taux longs favorisée par la politique monétaire de la BCE et une recherche d'actifs peu risqués dans un contexte d'incertitude (sortie du R.U. de l'U.E, instabilités géopolitiques, craintes sur le ralentissement de l'économie chinoise en début d'année, crise dans le secteur de l'énergie aux E.U....). Entre le 31/12/2015 et le 30/06/2016, le TEC 10 ans a baissé de 1,01% à 0,25%. L'aplatissement de la courbe des taux depuis deux ans (pour rappel le TEC 10 se situait à 1,60% en juin 2014), avec désormais des taux négatifs jusqu'à 7 ans est une source d'inquiétude majeure pour l'ensemble du secteur bancaire européen en termes de rentabilité future de son activité.

Cette situation est également très préoccupante pour le secteur de l'assurance-vie et nécessitera des ajustements majeurs du secteur tant en termes d'offre de produits (avec une plus grande part d'unités de comptes) que de rémunération proposée aux assurés sur les contrats en Euros. Dans ce contexte, le maintien du taux du livret A à 0,75% décidé en juillet 2016 pour une période de un an aura pour effet de pénaliser le secteur bancaire français dans son ensemble avec un coût des ressources sur l'épargne réglementée déconnectée de la réalité économique et financière.

<sup>1</sup> Source Insee : note de conjoncture, juin 2016

## A) Pôle Banque

- **Réseau France**

Le territoire en France du CMNE reste marqué par un contexte économique régional difficile (indice de richesse en dessous de la moyenne nationale, taux de chômage sensiblement supérieur).

Dans ce contexte, toujours marqué par des taux extrêmement bas, la collecte d'épargne bancaire (y compris comptes courants créditeurs) est en retrait sur le premier semestre 2016 et atteint un total de 125M€ en baisse de 9,9% sur douze mois glissants. En termes de production, elle est portée principalement par l'épargne logement ainsi que les livrets ordinaires et fidélité.

En matière de crédit, l'activité du 1<sup>er</sup> semestre a été satisfaisante (+5%), grâce notamment à des initiatives ciblées sur les crédits consommation et les crédits professionnels. La production de crédit à la consommation est supérieure de 36% à celle du 1<sup>er</sup> semestre de l'an passé (343M€ contre 251 M€) et celle du crédit aux professionnels est en hausse de près de 20% (180 M€ contre 150 M€). En revanche, le crédit habitat a marqué le pas avec une baisse de la production (619 M€ contre 685M€) après une période de rachats significative au premier semestre 2015

Le CMNE a poursuivi une politique prudente en termes de maîtrise des risques et des marges. .

En assurances de biens et personnes, la production a été très satisfaisante avec près de 88.000 contrats, contre 70.000 au 1<sup>er</sup> semestre de l'an passé, marquée par l'excellente production en assurance auto à son plus haut niveau depuis 2013.

- **Réseau Belgique**

La Belgique est le « second marché domestique » du Groupe CMNE.

La fusion à l'horizon de BKCP Banque et Beobank est effective depuis le 2 mai sous l'enseigne **Beobank** et marque l'aboutissement des chantiers menés en 2014/15 dans le cadre du programme Convergence. Cette fusion a été réalisée sans aucune perte d'emplois et l'objectif est désormais de réussir la seconde étape de migration des plateformes informatiques d'ici la fin 2018.

L'ambition de Beobank est d'être une banque retail au sens large s'adressant aux particuliers, aux professionnels et aux PME. L'objectif est d'offrir la gamme la plus complète de produits à cette base clients tant en matière de crédit, d'épargne que d'assurance. Les gammes font par ailleurs l'objet d'aménagement afin de mieux répondre à la demande des clients (par exemple sur l'activité Pro, redéploiement avec mise en place de centres dédiés aux professionnels).

En termes d'épargne bancaire, Beobank a constaté une décroissance de l'encours au premier semestre 2016 (-0.7 % à 5.2 md), lié à la décroissance de certains portefeuilles non prioritaires (clients mono-produit ex-BKCP). Les ouvertures de comptes courants ont augmenté de 12% par rapport à l'activité constatée au premier semestre 2015, s'inscrivant dans la stratégie de retail bank de Beobank.

Pour ce qui concerne l'épargne financière, la forte volatilité des marchés a pesé sur l'activité au premier semestre 2016. La collecte cumulée sur les six premiers mois de l'année s'élève à 30M€ (-60% par rapport au premier semestre 2015). En terme d'encours, l'épargne financière s'établit à 1.5 md et est en retrait de 2,4% par rapport à la fin 2015.

La collecte assurance a été également faible au premier semestre 2016 mais l'encours demeure stable à 1,85Mds€ (+0,2% par rapport à 12/2015).

En termes d'activité de crédits, l'activité production de crédit immobiliers s'élève à 180M€, en hausse de 1,8% par rapport à la même période en 2015. Le crédit consommation a connu une excellente performance avec une hausse de la production de plus de 18% en comparaison avec le premier semestre 2015. Le segment pro/agri, en cours de réorganisation, présente une activité en retrait (-22,0%).

Au total, l'encours de crédit de Beobank s'élève à 3.912M€, en croissance de plus de 4% par rapport à décembre 2015.

- **Réseau entreprises**

Le réseau entreprises au travers de ses trois entités, BCMNE, Bail-Actea et NEL a bénéficié d'une meilleure conjoncture au 1<sup>er</sup> semestre 2016. L'augmentation constatée des encours (+5,8% par rapport à la fin 2015 à un montant total de 2.180M€) est surtout constatée sur Bail Actea et BCMNE qui ont réalisé au 30 juin une part significative de leurs objectifs annuels de production. Le retard constaté chez NEL devrait faire l'objet d'un rattrapage en partie au second semestre.

Le crédit-bail mobilier développé par Bail Actea, a bénéficié d'une activité forte sur le segment des autocars et des agences. Cette forte croissance de l'activité a été réalisée en maintenant des marges conformes aux objectifs budgétaires. Nord Europe Lease, dans le crédit-bail immobilier, a connu une faible activité au premier semestre (16M€ de production soit de contrats signés) mais les dossiers engagés au 30/06 devraient permettre d'atteindre un niveau de production nouvelle plus élevé au second semestre.

## **B) Pôle assurances**

En assurance vie, le marché connaît une croissance soutenue (+4% sur les cinq premiers mois de l'année) pour un total de 59,4Mds€.

La production de NEA s'inscrit en repli de 13% au premier semestre 2015 à 532 M€ dont 371M€ pour ACMN VIE, 56M€ pour NELL, 78M€ pour ACMN IARD et 27M€ pour NELB.

Cette tendance est conforme aux orientations décidées dans le cadre du PMT 2020, les versements sur les supports en Unités de Compte représentent sur le premier semestre de l'année 30,0% de la production en épargne contre 26,9% à fin juin 2015 et 19,1% à fin juin 2014. Pour ACMN Vie, le taux d'UC dans la collecte épargne s'élève à 28,2% sur le premier semestre 2016 contre 22,1% en 2015.

Les prestations épargne (sinistres + rachats) de NEA restent stables sur un an. Annualisé, le taux de prestations sur encours s'élève à 7,2% contre 7,4% à fin juin 2015. L'encours épargne du Pôle Assurances s'établit à 11,14 Md€ à fin juin (stable par rapport à fin décembre 2015). Avec 1,77 Md€, la part des supports en Unités de Compte dans l'ensemble des provisions mathématiques ressort à 15,8% contre 15,2% à fin décembre.

Les primes en provenance du Réseau France représentent 58,5% de l'encaissement total du Pôle Assurances. Le Réseau Belgique et l'Asset management contribuent respectivement pour 12,6% et 7,9%, le solde étant assuré par des partenaires externes.

En assurance dommages, la progression des primes est de 1,0% à 60M€. Le niveau de sinistralité au 30 juin a été marqué par les intempéries de mai et juin mais dont l'impact est amorti en partie par les couvertures de réassurance en place.

### **C) Pôle Asset Management**

Le premier semestre a été marqué par une forte volatilité des marchés qui a eu un impact négatif sur l'activité de l'ensemble du secteur de l'asset management. La Française qui s'appuie sur un business model autour de quatre métiers a pu en partie compenser la contreperformance de certains segments (valeurs mobilières notamment). En termes de développement, les points marquants du premier semestre sont les suivants :

- ✓ Pilier Valeurs Mobilières : élargissement de l'offre avec le projet d'acquisition de 80% de Forum Securities société de gestion spécialisée dans les stratégies de titres fonciers cotés, agrément du régulateur suisse (FINMA) pour le lancement de Gonet La Française Advisors destiné à la distribution en Suisse des solutions d'investissement de La Française;
- ✓ Pilier Immobilier : nombreux investissements pour le compte de grands investisseurs institutionnels ; lancement de la souscription en lignes de parts de SCPI ;
- ✓ Le pilier Solutions d'Investissement, avec la poursuite du déploiement de l'offre EMTN auprès de la clientèle externe mais aussi avec le développement des fonds dédiés dits « de solutions » adaptés aux problématiques des investisseurs institutionnels ;
- ✓ Pilier Financement Direct : premiers investissements du fonds FinTech de NewAlpha, premier closing du fonds IC2

Principaux éléments d'activité du premier semestre:

- ✓ Valeurs Mobilières : une faible collecte dans un contexte de marchés volatils ;
- ✓ Immobilier : plus de 500 M€ de collecte ;
- ✓ Solutions d'Investissement : plus de 2,3Mds€ de collecte en fonds de solutions dédiés à la clientèle institutionnelle, et en EMTN commercialisés auprès de la clientèle des réseaux du Groupe CMNE ou des partenaires de La Française AM Finance Services ainsi qu'auprès des investisseurs institutionnels.

Depuis le début de l'année, la collecte nette est ainsi en forte hausse, et s'élève à plus de 2,9 Md€ portant l'encours total à 56,1Mds€ contre 52,6Mds€ à la fin juin 2015.

## **II. Les risques**

- **Exposition au risque de dette souveraine : (2 Md€ d'encours)**

Les encours sur les titres souverains «sensibles» sont exclusivement portés par les compagnies d'assurances, en l'occurrence ACMN Vie et NELL. Les encours de ces pays sont résumés dans le tableau suivant et ne représentent que 191 M€ sur un total bilan de 41 Md€ :

Pays	ACMN	CF et pôle belge	S&P	Moody's	Fitch
<b>Italie</b>	113 M€	-	BBB-	Baa2	BBB+
<b>Espagne</b>	5 M€	-	BBB+	Baa2	BBB+
<b>Portugal</b>	5 M€	3 M€	BB+	Ba1	BB+
<b>Irlande</b>	68 M€	-	A+	Baa1	A-

On constate une stabilité des notations des pays sensibles. Seule l'Irlande a connu fin 2015 et sur le 1<sup>er</sup> semestre une amélioration de ses notations. A noter la réduction des encours sur l'état espagnol, dette qui est notée BBB+ par S&P avec une perspective positive. Les autres pays ont conservé leur note avec une perspective stable. Les spreads de crédit sont en baisse sur l'ensemble des souverains à l'exception du Portugal.

- **Exposition au secteur bancaire : (6,8 Md€ d'encours)**

Les encours des contreparties bancaires sont concentrés sur le secteur français. Le secteur bancaire européen demeure dans un contexte assez morose du fait de la politique des taux bas de la BCE mais aussi d'un durcissement de la réglementation bancaire et d'une perspective de stagnation de la conjoncture économique, principalement dans les pays core de la zone euro. L'indice de référence des banques européennes (SX7E) accuse ainsi un repli de plus de 30 % à fin juin.

- ✓ **Encours dans les pays sensibles : (278 M€ d'encours)**

La CFCMNE et le pôle belge détiennent des encours, peu importants, sur les banques italiennes, espagnoles et irlandaises :

Banques au 31/05/2016	ACMN	CF CMNE	Pôle Belge	Note IFC	S&P	Moody's	Fitch
<b>Unicredito</b>	22 M€	6 M€	20 M€	C+	BBB-	Baa1	BBB+
<b>Banca Intesa</b>	34 M€	49 M€	12 M€	C+	BBB-	Baa1	BBB+
<b>BBVA ESP</b>		18 M€	1.5 M€	C+	BBB+	Baa1	A-
<b>Banco Santander</b>	58 M€		7.5 M€	B-	A-	A3	A-
<b>Caixa Geral de Depositos PO</b>	20 M€			D-	BB-	Ba3	BB-
<b>Bank of Ireland</b>	30 M€			C+	BBB-	Baa2	BBB-

Au Portugal, Caixa Geral de Depositos, qui a été nationalisée, demeure encore fragile avec un certain nombre de créances douteuses reste dans ses comptes. Les banques italiennes sont affaiblies par un niveau encore élevé de créances douteuses et litigieuses. Les banques espagnoles ont assaini leurs bilans mais leur rentabilité demeure faible.

- ✓ **Autres Risques pays et géo politiques :**

Les tensions sociales au Venezuela sont dues au modèle rentier du pays dont 97% des revenus sont issus de l'exportation du pétrole brut. L'état d'exception y est déclaré rendant toute activité

économique risquée. Le groupe Santander détient 93% de Banco de Venezuela et voit donc ses activités menacées dans le pays (cf. encours déclarés plus haut).

✓ **Conséquences du Brexit :**

L'incertitude règne pour ce qui est de l'avenir du Royaume-Uni et de l'UE du fait du manque de visibilité quant aux modalités de sortie, à la durée et à la nature des négociations d'éventuels accords commerciaux et de politiques fiscales. Les craintes se portent sur le risque de contagion qui pourrait venir d'un surcroît de volatilité entraînant un renchérissement des coûts de financement conduisant à diminuer investissement et consommation. L'euro s'est déprécié vis-à-vis du dollar et l'écart risque de se creuser encore plus.

Les principales contreparties du CMNE concernées sont les banques britanniques de premier plan. Le total des expositions est de l'ordre de 620M€

• **Exposition au risque des dettes des contreparties corporates : (1,3 Md€ d'encours)**

Les encours relèvent à plus de 72% de notations internes allant de A+ à C-. Le premier semestre 2016 a connu un rebond des prix du pétrole qui est essentiellement dû à des événements exceptionnels et localisés. Néanmoins, la plupart des analystes tablent sur un nouveau repli des prix pour un baril qui devrait osciller autour des 40 \$ en fin d'année. Le CMNE a un niveau relativement faible d'encours avec les compagnies pétrolières. Ces prix faibles contribuent à améliorer les marges des entreprises consommatrices de pétrole avec des conséquences positives en termes de risque de contrepartie.

**III. Perspectives d'évolution et tendances à suivre**

**A) Contexte économique et de risques**

Les paramètres qui auront le plus d'influence sur l'économie française, au-delà du contexte économique européen et international, seront notamment les prix de l'énergie, la politique monétaire de la BCE et l'évolution des taux de change vis-à-vis de l'euro. Pour sa part, le président de la BCE Mario Draghi a confirmé sa volonté de maintenir ses taux directeurs à 0% dans le contexte d'une croissance et d'une inflation faibles dans la zone euro.

Le climat d'incertitude généré par le vote britannique en faveur du Brexit devrait peser sur la croissance du R-U et pourrait aussi affecter la croissance des pays de la Zone Euro, notamment les plus fragiles (Europe du Sud). Dans ce contexte, il convient d'être attentif aux évolutions des contreparties bancaires. La période des élections au Etats-Unis au dernier trimestre 2016 pourrait aussi se traduire par un attentisme, voire une prudence, renforcé de la part des investisseurs.

Concernant les contreparties corporates, en forte réduction au sein de nos portefeuilles, celles-ci pourraient être affectées par une baisse des prévisions des croissances en Europe. Le souhait du Groupe CMNE de division des risques aussi bien sectorielle, géographique et par contrepartie restera plus que jamais un maître mot de notre politique de gestion des risques financiers.

## B) Perspectives sur les trois métiers du CMNE

**Le Réseau France** sur le plan de l'épargne va poursuivre sa stratégie de diversification de l'offre aux épargnants avec les collectes de SCPI, l'accompagnement du pôle assurance dans sa stratégie d'offre de contrats d'assurance-vie en UC et des offres innovantes en termes d'épargne. En matière de crédits, il est vraisemblable que la production de crédits immobiliers sera influencée par la baisse continue des taux mais selon une politique constante du CMNE, les marges et la qualité du risque resteront des indicateurs déterminants. Le Réseau France compte poursuivre son effort sur les crédits aux professionnels et le crédit à la consommation.

**Le Réseau Belgique avec Beobank**, doit mener à bien la deuxième étape de sa transformation avec le projet Eole lui permettant de réduire encore ses coûts informatiques. La fusion BKCP-Beobank a été un franc succès le 2 mai 2016 et le réseau Belgique doit conduire un développement rentable afin d'atteindre son objectif de doublement de part de marché d'ici 2025. Beobank va poursuivre sa politique de développement commercial avec des initiatives sur toute sa gamme de produits, notamment les cartes de crédit, un élargissement de la gamme d'assurance, une présence toujours ciblée mais forte dans les médias régionaux et nationaux et des initiatives diverses afin de relever son défi d'être le challenger des quatre banques leader en Belgique.

Pour le **Réseau Entreprises**, après les excellentes performances du premier semestre, l'activité du second semestre devrait encore être soutenue, notamment pour NEL qui devrait rattraper le retard important du premier semestre.

Les perspectives du **pôle Assurances** du CMNE pour le 2<sup>ème</sup> semestre dépendront en partie de l'évolution des marchés dans un contexte pénalisant de taux bas. Le pôle assurances restera concentré sur des projets porteurs, tant sur le plan commercial qu'organisationnel :

- ✓ La poursuite de sa stratégie de développement des unités de comptes,
- ✓ L'amélioration de la qualité après la conduite d'un diagnostic des chantiers prioritaires dans ce domaine au premier semestre

Dans un contexte de taux bas et de grande volatilité des marchés financiers au premier semestre, les enjeux du **Pôle Asset Management** pour le second semestre sont :

- ✓ poursuivre la croissance de son activité en termes d'encours,
- ✓ approfondir les partenariats existants,
- ✓ développer les synergies commerciales avec les autres entités du Groupe.

=====



J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Lille, le 1<sup>er</sup> Août 2016

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Eric Charpentier', written over a horizontal line.

Eric CHARPENTIER  
Directeur Général

**Deloitte & Associés**  
185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Mazars**  
61, rue Henri Regnault  
92075 La Défense Cedex

## **GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé  
59000 Lille

---

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée **Générale**, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 3 août 2016

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Mazars



Sylvie BOURGUIGNON



Michel BARBET-MASSIN



Nicolas de LUZE

**BILAN PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2016

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
<b>Caisse, Banques centrales - Actif</b>	<b>1</b>	<b>256 708</b>	<b>286 774</b>	<b>(30 066)</b>	<b>(10,48)%</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2, 4, 6</b>	<b>11 926 264</b>	<b>12 212 024</b>	<b>(285 760)</b>	<b>(2,34)%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - Trading		-	-	-	-
- Effets publics et valeurs ass. - JVO		367 719	331 478	36 241	10,93%
- Obligations et autres T.R.F. - Trading		-	-	-	-
- Obligations et autres T.R.F. - JVO		3 028 720	3 352 150	(323 430)	(9,65)%
- Actions et autres T.R.V - Trading		208 186	212 333	(4 147)	(1,95)%
- Actions et autres T.R.V - JVO		8 163 318	8 156 542	6 776	0,08%
- Prêts et créances sur EC - JVO		441	530	(89)	(16,79)%
- Prêts et créances sur la clientèle - JVO		-	-	-	-
- Dérivés et autres actifs fin. - Trading		157 880	158 991	(1 111)	(0,70)%
<b>Instruments dérivés de couvert. - Actif</b>	<b>3, 4, 6</b>	<b>42 630</b>	<b>46 085</b>	<b>(3 455)</b>	<b>(7,50)%</b>
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>5, 6, 10</b>	<b>7 048 354</b>	<b>7 001 327</b>	<b>47 027</b>	<b>0,67%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - DALV		501 600	453 353	48 247	10,64%
- Obligations et autres T.R.F. - DALV		5 786 393	5 786 005	388	0,01%
- Actions , TAP et autres T.R.V. - DALV		555 764	559 158	(3 394)	(0,61)%
- Participations et ATDLT - DALV		41 407	40 241	1 166	2,90%
- Parts dans les entreprises liées - DALV		163 190	162 570	620	0,38%
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>1</b>	<b>4 182 954</b>	<b>3 786 641</b>	<b>396 313</b>	<b>10,47%</b>
- Prêts sur les établissements de crédit		4 182 954	3 786 641	396 313	10,47%
- Oblig. et ATRF NC / marché actif - EC		-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>8 &amp; 10</b>	<b>16 200 221</b>	<b>15 876 108</b>	<b>324 113</b>	<b>2,04%</b>
- Prêts sur la clientèle		14 796 491	14 495 823	300 668	2,07%
- Oblig. et ATRF NC / marché actif - CL		-	-	-	-
- Location financement bailleur - Op de CB		1 111 626	1 085 736	25 890	2,38%
- Location financement bailleur - Op de LS		292 104	294 549	(2 445)	(0,83)%
<b>Ecart de rééval des PTF couverts en taux</b>	<b>3</b>	<b>77 184</b>	<b>38 416</b>	<b>38 768</b>	<b>100,92%</b>
<b>Actifs détenus jusqu'à l'échéance</b>	<b>9 &amp; 10</b>	<b>250 407</b>	<b>379 852</b>	<b>(129 445)</b>	<b>(34,08)%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - DJM		14 240	14 055	185	1,32%
- Obligations et autres T.R.F. - DJM		236 167	365 797	(129 630)	(35,44)%
<b>Actifs d'impôt courants</b>	<b>13</b>	<b>69 002</b>	<b>75 975</b>	<b>(6 973)</b>	<b>(9,18)%</b>
<b>Actifs d'impôt différés</b>	<b>13</b>	<b>68 632</b>	<b>72 015</b>	<b>(3 383)</b>	<b>(4,70)%</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>14</b>	<b>594 092</b>	<b>566 313</b>	<b>27 779</b>	<b>4,91%</b>
- Autres actifs		489 011	442 488	46 523	10,51%
- Comptes de régularisation - Actif		72 731	97 849	(25 118)	(25,67)%
- Autres actifs d'assurance		32 350	25 976	6 374	24,54%
<b>Actifs non courants dest. à être cédés</b>		<b>127 899</b>	<b>7</b>	<b>127 892</b>	<b>n.s.</b>
<b>Participation aux bénéfices différée</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Participations dans les entreprises MEE</b>	<b>15</b>	<b>149 525</b>	<b>171 709</b>	<b>(22 184)</b>	<b>(12,92)%</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>16</b>	<b>47 335</b>	<b>43 327</b>	<b>4 008</b>	<b>9,25%</b>
<b>Immobilisations corporelles et LF preneur</b>	<b>17</b>	<b>209 630</b>	<b>344 819</b>	<b>(135 189)</b>	<b>(39,21)%</b>
- Immobilisations corporelles		209 630	344 819	(135 189)	(39,21)%
- Location financement preneur		-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>17</b>	<b>35 988</b>	<b>40 572</b>	<b>(4 584)</b>	<b>(11,30)%</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>18</b>	<b>201 750</b>	<b>201 751</b>	<b>(1)</b>	<b>(0,00)%</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>41 488 575</b>	<b>41 143 715</b>	<b>344 860</b>	<b>0,84%</b>

**BILAN PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2016

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
<b>Banques centrales - Passif</b>	<b>1</b>	-	-	-	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2, 4, 6</b>	<b>247 743</b>	<b>229 873</b>	<b>17 870</b>	<b>7,77%</b>
- Dettes envers les EC - JVO		-	-	-	-
- Dettes envers la clientèle - JVO		-	-	-	-
- Dettes représentées par un titre - JVO		123 033	123 139	(106)	(0,09)%
- Dettes subordonnées - JVO		-	-	-	-
- Dérivés et autres passifs fin. - Trading		124 710	106 734	17 976	16,84%
<b>Instruments dérivés de couvert. - Passif</b>	<b>3, 4, 6</b>	<b>169 613</b>	<b>131 006</b>	<b>38 607</b>	<b>29,47%</b>
<b>Dettes envers les Ets de crédit</b>	<b>1</b>	<b>1 663 283</b>	<b>2 359 389</b>	<b>(696 106)</b>	<b>(29,50)%</b>
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>8</b>	<b>16 152 273</b>	<b>15 977 967</b>	<b>174 306</b>	<b>1,09%</b>
- Cptes créd. clientèle - CERS - A vue		9 503 434	9 570 261	(66 827)	(0,70)%
- Cptes créd. clientèle - CERS - A terme		1 964 571	1 835 254	129 317	7,05%
- Cptes créd. clientèle - Autres - A vue		4 134 175	3 884 196	249 979	6,44%
- Cptes créd. clientèle - Autres - A terme		550 093	688 256	(138 163)	(20,07)%
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>12</b>	<b>4 930 578</b>	<b>3 759 108</b>	<b>1 171 470</b>	<b>31,16%</b>
- Dettes rep. par un T. - Bon de caisse		73 186	79 802	(6 616)	(8,29)%
- Dettes rep. par un T. - M. interb. & TCN		3 250 982	2 217 772	1 033 210	46,59%
- Dettes rep. par un T. - Emprunts oblig.		1 511 987	1 355 298	156 689	11,56%
- Dettes rep. par un T. - Autres		94 423	106 236	(11 813)	(11,12)%
<b>Ecart de rééval des PTF couverts en taux</b>	<b>3</b>	<b>2 651</b>	<b>2 758</b>	<b>(107)</b>	<b>(3,88)%</b>
<b>Passifs d'impôt courants</b>	<b>13</b>	<b>48 362</b>	<b>91 310</b>	<b>(42 948)</b>	<b>(47,04)%</b>
<b>Passifs d'impôt différés</b>	<b>13</b>	<b>60 120</b>	<b>68 185</b>	<b>(8 065)</b>	<b>(11,83)%</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>14</b>	<b>2 120 587</b>	<b>2 403 651</b>	<b>(283 064)</b>	<b>(11,78)%</b>
- Autres passifs		1 920 917	2 206 110	(285 193)	(12,93)%
- Comptes de régularisation - Passif		199 670	197 541	2 129	1,08%
- Autres passifs d'assurance		-	-	-	-
<b>Dettes liées aux actifs dest. à être cédés</b>		-	-	-	-
<b>Prov. techniques des contrats d'assur.</b>	<b>19</b>	<b>12 521 604</b>	<b>12 587 681</b>	<b>(66 077)</b>	<b>(0,52)%</b>
<b>Provisions</b>	<b>20</b>	<b>155 799</b>	<b>146 730</b>	<b>9 069</b>	<b>6,18%</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>21</b>	<b>665 453</b>	<b>667 554</b>	<b>(2 101)</b>	<b>(0,31)%</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 750 509</b>	<b>2 718 503</b>	<b>32 006</b>	<b>1,18%</b>
<b>Capitaux propres - Part du groupe</b>	<b>22</b>	<b>2 703 473</b>	<b>2 665 075</b>	<b>38 398</b>	<b>1,44%</b>
- Capital souscrit		1 276 861	1 266 263	10 598	0,84%
- Primes d'émission		2 750	2 750	-	-
- Réserves consolidées - Groupe		1 202 354	1 013 975	188 379	18,58%
- Résultat - Groupe		56 232	211 591	(155 359)	(73,42)%
- Gains ou pertes latents - Groupe		165 276	170 496	(5 220)	(3,06)%
<b>Capitaux propres - Intérêts minoritaires</b>		<b>47 036</b>	<b>53 428</b>	<b>(6 392)</b>	<b>(11,96)%</b>
- Réserves consolidées - Minoritaires		41 395	39 831	1 564	3,93%
- Résultat consolidé - Minoritaires		3 999	12 400	(8 401)	(67,75)%
- Gains ou pertes latents - Minoritaires		1 642	1 197	445	37,18%
<b>Total du passif</b>		<b>41 488 575</b>	<b>41 143 715</b>	<b>344 860</b>	<b>0,84%</b>

**COMPTE DE RESULTAT PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2016

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2016	30.06.2015 *	Variation		31.12.2015
<b>Produits d'intérêts et assimilés</b>	<b>24</b>	<b>551 004</b>	<b>590 823</b>	<b>(39 819)</b>	<b>(6,74)%</b>	<b>1 156 920</b>
- Int. & prod. ass. - Op. avec EC		17 657	23 169	(5 512)	(23,79)%	43 137
- Int. & prod. ass. - Op. avec clientèle		300 212	327 403	(27 191)	(8,31)%	636 342
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. DALV		17 998	24 438	(6 440)	(26,35)%	53 769
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. DJM		3 609	3 909	(300)	(7,67)%	7 737
- Produits sur op. de crédit-bail et ass.		155 758	148 247	7 511	5,07%	300 843
- Produits sur op. de LS		51 935	50 824	1 111	2,19%	102 373
- Dérivés de couverture - Produits		3 835	12 833	(8 998)	(70,12)%	12 719
<b>Charges d'intérêts et assimilés</b>	<b>24</b>	<b>(319 646)</b>	<b>(330 240)</b>	<b>10 594</b>	<b>(3,21)%</b>	<b>(650 476)</b>
- Int. & charges ass. - Op. avec EC		(8 345)	(9 647)	1 302	(13,50)%	(24 372)
- Int. & charges ass. - Op. avec clientèle		(65 127)	(81 917)	16 790	(20,50)%	(150 930)
- Int. & charges ass. - Dettes rep. titre		(32 884)	(37 823)	4 939	(13,06)%	(71 475)
- Int. & charges ass. - Dettes subord.		(4 250)	(1 418)	(2 832)	199,72%	(2 515)
- Charges sur op. de crédit-bail et ass.		(140 081)	(130 989)	(9 092)	6,94%	(266 798)
- Charges sur op. de LS		(48 690)	(47 083)	(1 607)	3,41%	(94 122)
- Dérivés de couverture - Charges		(20 269)	(21 363)	1 094	(5,12)%	(40 264)
<b>Commissions (Produits)</b>	<b>25</b>	<b>95 867</b>	<b>104 886</b>	<b>(9 019)</b>	<b>(8,60)%</b>	<b>206 846</b>
<b>Commissions (Charges)</b>	<b>25</b>	<b>(25 260)</b>	<b>(30 912)</b>	<b>5 652</b>	<b>(18,28)%</b>	<b>(58 375)</b>
<b>Gains ou pertes nets sur portefeuille à la JV par résultat</b>	<b>26</b>	<b>3 207</b>	<b>5 512</b>	<b>(2 305)</b>	<b>(41,82)%</b>	<b>24 213</b>
- Solde net des op. / T. de transaction		(3 321)	8 970	(12 291)	(137,02)%	7 395
- Solde net des op. de change		87	1 095	(1 008)	(92,05)%	2 417
- Solde net des dérivés de trading		(11 594)	(16 696)	5 102	(30,56)%	19 785
- Solde net - Inefficacité dérivés de couv		5 318	113	5 205	4 606,19%	(6 513)
- Solde net des actifs financiers JVO		14 781	15 367	(586)	(3,81)%	(14 597)
- Solde net des passifs financiers JVO		(147)	126	(273)	(216,67)%	4 680
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. JVO		354	2 313	(1 959)	(84,70)%	17 528
- Int. & charges ass. - Passifs fin. JVO		(2 271)	(5 776)	3 505	(60,68)%	(6 482)
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV</b>	<b>27</b>	<b>11 786</b>	<b>13 510</b>	<b>(1 724)</b>	<b>(12,76)%</b>	<b>22 901</b>
- Revenu des titres à revenu variable		10 261	10 277	(16)	(0,16)%	14 821
- Oblig. et autres T.R.F. (dont EP)		974	2 394	(1 420)	(59,31)%	1 022
- Actions, TAP et autres T.R.V.		983	2 187	(1 204)	(55,05)%	4 781
- Participations, ATDLT, PEL		(325)	(1 348)	1 023	(75,89)%	2 281
- Autres gains et pertes / actifs fin		(107)	-	(107)	n.s.	(4)
<b>Produits des autres activités</b>	<b>28</b>	<b>786 914</b>	<b>1 107 843</b>	<b>(320 929)</b>	<b>(28,97)%</b>	<b>1 975 612</b>
<b>Charges des autres activités</b>	<b>28</b>	<b>(588 509)</b>	<b>(871 873)</b>	<b>283 364</b>	<b>(32,50)%</b>	<b>(1 504 172)</b>
<b>Produit Net Bancaire IFRS</b>		<b>515 363</b>	<b>589 549</b>	<b>(74 186)</b>	<b>(12,58)%</b>	<b>1 173 469</b>
<b>Frais généraux IFRS</b>	<b>29</b>	<b>(419 887)</b>	<b>(429 549)</b>	<b>9 662</b>	<b>(2,25)%</b>	<b>(819 319)</b>
- Charges de personnel		(223 753)	(226 055)	2 302	(1,02)%	(451 971)
- Charges générales d'exploitation		(175 936)	(184 286)	8 350	(4,53)%	(324 526)
- Dot/rep sur amts et prov. - Immos d'expl		(20 198)	(19 208)	(990)	5,15%	(42 822)
<b>Résultat Brut d'Exploitation IFRS</b>		<b>95 476</b>	<b>160 000</b>	<b>(64 524)</b>	<b>(40,33)%</b>	<b>354 150</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>30</b>	<b>(5 711)</b>	<b>(16 512)</b>	<b>10 801</b>	<b>(65,41)%</b>	<b>(18 455)</b>
<b>Résultat d'Exploitation IFRS</b>		<b>89 765</b>	<b>143 488</b>	<b>(53 723)</b>	<b>(37,44)%</b>	<b>335 695</b>
<b>QP de résultat des entreprises MEE</b>	<b>15</b>	<b>6 061</b>	<b>4 800</b>	<b>1 261</b>	<b>26,27%</b>	<b>9 714</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>31</b>	<b>(36)</b>	<b>142</b>	<b>(178)</b>	<b>(125,35)%</b>	<b>(331)</b>
- Solde net - Corr. val. immo corp incorp		(36)	142	(178)	(125,35)%	(331)
- Résultat sur entités conso (cession...)		-	-	-	-	-
<b>Variations de valeur des écarts d'acq.</b>	<b>32</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat Avant Impôts IFRS</b>		<b>95 790</b>	<b>148 430</b>	<b>(52 640)</b>	<b>(35,46)%</b>	<b>345 078</b>
<b>Impôts sur le résultat</b>	<b>33</b>	<b>(35 559)</b>	<b>(58 076)</b>	<b>22 517</b>	<b>(38,77)%</b>	<b>(121 087)</b>
<b>Gains &amp; pertes nets d'impôts / act aband</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net total IFRS</b>		<b>60 231</b>	<b>90 354</b>	<b>(30 123)</b>	<b>(33,34)%</b>	<b>223 991</b>
<b>Résultat consolidé - Minoritaires</b>		<b>3 999</b>	<b>6 021</b>	<b>(2 022)</b>	<b>(33,58)%</b>	<b>12 400</b>
<b>Résultat Net</b>		<b>56 232</b>	<b>84 333</b>	<b>(28 101)</b>	<b>(33,32)%</b>	<b>211 591</b>

\* retraité de l'impact IFRS2

**ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

en milliers d'euros

au 30 juin 2016

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2016	30.06.2015 *	Variation		31.12.2015
<b>Résultat Net</b>		<b>60 231</b>	<b>90 354</b>	<b>(30 123)</b>	<b>(33,34)%</b>	<b>223 991</b>
Ecart de conversion		(1 049)	1 119	(2 168)	n.s.	1 047
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		5 709	(15 118)	20 827	n.s.	4 530
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		(2 124)	3 271	(5 395)	n.s.	3 597
QP des gains ou pertes latents ou différés sur MEE		1 192	303	889	n.s.	945
<b>Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>34, 35</b>	<b>3 728</b>	<b>(10 425)</b>	<b>14 153</b>	<b>n.s.</b>	<b>10 119</b>
Réévaluation des immobilisations		-	-	-	-	-
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies		(8 503)	2 223	(10 726)	n.s.	1 463
QP des gains ou pertes latents ou différés sur MEE		-	-	-	-	1
<b>Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>34, 35</b>	<b>(8 503)</b>	<b>2 223</b>	<b>(10 726)</b>	<b>n.s.</b>	<b>1 464</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>55 456</b>	<b>82 152</b>	<b>(26 696)</b>	<b>(32,50)%</b>	<b>235 574</b>
Dont part du Groupe		51 012	76 909	(25 897)	n.s.	223 702
Dont part des minoritaires		4 444	5 243	(799)	n.s.	11 872

# GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

en milliers d'euros	Capital et réserves liées		Réserves consolidées
	Capital	Réserves liées au capital (1)	Réserves consolidées
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2014</b>	<b>1 295 202</b>	<b>2 750</b>	<b>815 396</b>
Variation de capital	- 28 939		297
Elimination des titres auto-détenus			
Emission d'actions de préférence			
Composante capitaux propres des instruments hybrides			
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions			
Affectation du résultat 2014			203 691
Distribution 2015 au titre du résultat 2014			
<i>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</i>	- 28 939	-	203 988
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3)			
Résultat 31 décembre 2015			
<i>Sous-total</i>	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			8 056
Changement de méthodes comptables			2 729
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence			3 710
Variations des taux de conversion			-
Autres variations			3 628
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2015</b>	<b>1 266 263</b>	<b>2 750</b>	<b>1 013 975</b>
Variation de capital	10 598		
Elimination des titres auto-détenus			
Emission d'actions de préférence			
Composante capitaux propres des instruments hybrides			
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions			
Affectation du résultat 2015			191 049
Distribution 2016 au titre du résultat 2015			
<i>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</i>	10 598	-	191 049
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3)			
Résultat 30 juin 2016			
<i>Sous-total</i>	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			1 037
Changement de méthodes comptables			-
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence			1 606
Variations des taux de conversion			-
Autres variations			2 101
<b>Capitaux propres au 30 juin 2016</b>	<b>1 276 861</b>	<b>2 750</b>	<b>1 202 354</b>

Les autres variations de réserves consolidées correspondent à l'écart entre le calcul théorique des dividendes et leur perception réelle (écart dû aux variations

(1) Comprend notamment les primes d'émission et la réserve légale de la société-mère, la composante capitaux propres des instruments hybrides de la société-mère et des plans dont le paiement est fondé sur des actions de la société-mère

(2) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et d'investissements nets en devises, ainsi que les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente et les variations de valeur des écarts actuariels sur la provision IFC (Indemnités de Fin de Carrière)

(3) Transfert au compte de résultat des variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture, des actifs financiers disponibles à la vente lors de leur cession ou de leur dépréciation, de la réévaluation des immobilisations lors de leur cession



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 juin 2016

Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)							
Liés aux écarts de conversion	Liés à la réévaluation	Variations de valeur des instruments financiers		Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
		Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture				
768	- 7 560	189 262	- 24 085	226 029	2 497 762	57 332	2 555 094
					- 28 642		- 28 642
					-		-
					-		-
				- 203 691	-		-
				22 338	22 338		22 338
-	-	-	-	226 029	50 980	-	50 980
1 091	1 464	5 039	3 597		11 191	- 528	10 663
				211 591	211 591	12 400	223 991
1 091	1 464	5 039	3 597	211 591	222 782	11 872	234 654
		24			8 080	- 32 016	40 096
					2 729		2 729
		944			2 766		2 766
					-		-
					3 628	16 240	19 868
1 859	- 6 096	195 221	- 20 488	211 591	2 665 075	53 428	2 718 503
					10 598		10 598
					-		-
					-		-
					-		-
				- 191 049	-		-
				20 542	20 542		20 542
-	-	-	-	211 591	9 944	-	9 944
1 092	- 8 501	5 255	- 2 124		6 462	445	6 017
				56 232	56 232	3 999	60 231
1 092	- 8 501	5 255	- 2 124	56 232	49 770	4 444	54 214
		54			1 091	- 25 295	24 204
					-		-
		1 188			418		418
					-		-
					2 101	14 459	12 358
767	- 14 597	201 718	- 22 612	56 232	2 703 473	47 036	2 750 509

de périmètre et au mode de traitement en IFRS des options de vente des minoritaires).

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2015 / 2016**

en millions d'euros	CMNE	CMNE
	IFRS 2015.12	IFRS 2016.06
Résultat net	224	60
Impôt	121	36
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>345</b>	<b>96</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	44	21
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	-1
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	-42	-5
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-10	-6
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-3	0
+/- Produits/charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	-52	61
<b>= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>-63</b>	<b>70</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (a)	378	-1 082
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle (b)	244	-153
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (c)	-482	1 124
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-55	-236
- Impôts versés	-111	-73
<b>= Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-26</b>	<b>-420</b>
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</u></b>	<b><u>256</u></b>	<b><u>-254</u></b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations (d)	104	133
+/- Flux liés aux immeubles de placement (e)	1	-6
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles (f)	-40	-7
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)</u></b>	<b><u>65</u></b>	<b><u>120</u></b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (g)	-51	-10
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (h)	-326	133
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)</u></b>	<b><u>-377</u></b>	<b><u>123</u></b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)</b>	<b>-56</b>	<b>-11</b>
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	256	-254
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	65	120
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-377	123
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
<b><u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u></b>	<b><u>480</u></b>	<b><u>424</u></b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	256	287
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	224	137
<b><u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u></b>	<b><u>424</u></b>	<b><u>413</u></b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	287	257
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	137	156
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>-56</b>	<b>-11</b>
	0	0

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2015 / 2016**

en millions d'euros	CMNE	CMNE
	IFRS 2015.12	IFRS 2016.06
<b>(a) Les flux liés aux opérations avec les établissements de crédit se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit (sauf éléments inclus dans la Trésorerie)	229	-384
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit, hors dettes rattachées	149	-698
<b>(b) Les flux liés aux opérations avec la clientèle se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle, hors créances rattachées	-45	-309
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle, hors dettes rattachées	289	156
<b>(c) Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat	172	266
+/- Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat	8	-5
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	-270	-156
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	0	0
+/- Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture	0	0
+/- Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre	-392	1 019
<b>(d) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	0	0
+ Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence	0	0
+ Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence	0	1
+ Encaissements liés aux dividendes reçus	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-2 390	-699
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2 491	808
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	-1	-1
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	4	24
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement	0	0
+ Encaissements liés aux intérêts reçus, hors intérêts courus non échus	0	0
<b>(e) Les flux liés aux immeubles de placement se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement	-1	-6
+ Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement	1	0
<b>(f) Les flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-48	-8
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7	1
<b>(g) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires se décomposent comme suit :</b>		
+ Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	-29	11
+ Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital	0	0
- Décaissements liés aux dividendes payés	-22	-21
- Décaissements liés aux autres rémunérations	0	0
<b>(h) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement se décomposent comme suit :</b>		
+ Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre	355	461
- Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre	-826	-328
+ Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées	145	0
- Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées	0	0
N.B. : il est à noter que les variations des provisions techniques des contrats d'assurance-vie sont neutralisées dans les retraitements de dotations nettes aux provisions et figurent dans les décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers.		



**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES**  
**(Établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne)**

**ARRETES AU 30 JUIN 2016**

---

Cette annexe est divisée en six parties :

- I        INFORMATIONS GENERALES
- II        METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE
- III        PRINCIPES COMPTABLES
- IV        NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS
- V        INFORMATION SECTORIELLE
- VI        AUTRES INFORMATIONS

## **I INFORMATIONS GENERALES**

Le Crédit Mutuel est une banque coopérative régie par la loi du 10 septembre 1947. Il n'appartient qu'à ses sociétaires, détenteurs d'une part sociale A qui permet à chacun de s'exprimer selon le principe "une personne, une voix" et notamment d'élire les administrateurs.

Les trois degrés - local, régional et national - de cette organisation non centralisée fonctionnent selon le principe de la subsidiarité : au niveau le plus proche du sociétaire, la Caisse locale exerce les principales fonctions d'une agence bancaire, les autres échelons effectuant les tâches que la Caisse locale ne peut assumer seule.

La traduction en consolidation de l'originalité capitalistique du groupe est basée sur la détermination d'une entité consolidante qui traduit la communauté des sociétaires liée par des liens financiers de solidarité et de gouvernance communs.

L'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel Nord Europe est constituée de l'ensemble des Caisses Locales, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe et de la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe. La Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Les Caisses Locales du Crédit Mutuel Nord Europe sont entièrement détenues par leurs sociétaires. La Fondation du Crédit Mutuel Nord Europe est également intégrée à l'entité consolidante.

L'activité du CMNE, qui s'étend sur le nord de la France, la Belgique et le Luxembourg, est l'élaboration, la gestion et la distribution de produits bancaires, d'assurance vie et IARD et de valeurs mobilières et immobilières.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2013-04 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Conformément à la norme IFRS 7-B6, les informations relatives à la gestion des risques figurent dans le rapport de gestion du Groupe.

### **@ Recours à des estimations**

La préparation des Etats Financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des Etats Financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les Etats Financiers.

Ainsi est-ce en particulier le cas :

- des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en "Actifs disponibles à la vente" ou en "Instruments financiers en valeur de marché par résultat" à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux Etats Financiers ;
- des dépréciations d'actifs financiers à revenu variable classés dans la catégorie "disponibles à la vente" ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la pertinence de la qualification de certaines couvertures de résultat par des instruments financiers dérivés et de la mesure de l'efficacité des stratégies de couverture ;
- de l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée ;
- de la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

## ***FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2016***

- ⊗ Le 1<sup>er</sup> mai, les deux filiales bancaires belges ont fusionné en une structure unique qui a retenu le nom de Beobank.
- ⊗ Au 30 juin 2016, des négociations sont en cours pour céder un ensemble immobilier et des parts d'OPCI. En application de la norme IFRS 5 qui précise le traitement de ce type d'opérations (comptabilisation, présentation et informations à fournir), les valeurs comptables de ces actifs ont été enregistrées en "Actifs non courants destinés à être cédés" pour un montant de 128 millions d'euros.

## **II METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE**

### ***1. PRINCIPES D'INCLUSION DANS LE PERIMETRE***

Les principes généraux d'inclusion d'une entité dans le périmètre sont définis par IFRS 10, IFRS 11 et IAS28R.

Le périmètre de consolidation est composé :

- des entités contrôlées de manière exclusive : il y a présomption de contrôle exclusif lorsque le groupe détient le pouvoir sur l'entité, est exposé, ou a droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements qu'il obtient.
- des entités sous contrôle conjoint : le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités clés requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Deux parties ou plus qui exercent un contrôle conjoint constituent un partenariat, qui est soit une entreprise commune, soit une coentreprise :
  - une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à l'entité : il s'agit de comptabiliser les actifs, passifs, produits et charges relatifs aux intérêts détenus dans l'entité,
  - une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entité : la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.
- des entités sous influence notable : il s'agit des entités qui ne sont pas contrôlées par l'entité consolidante mais sur lesquelles il existe un pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle.

### ***2. METHODES DE CONSOLIDATION***

La méthode de consolidation pratiquée est différente selon que l'entité consolidante exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable sur l'entreprise détenue.

Ainsi, et selon le type de contrôle, la méthode de consolidation peut être :

- l'intégration globale : cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale et à isoler la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle exclusif, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité consolidante.

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le groupe.

Les OPCVM et SCPI, notamment ceux représentatifs des contrats en unités de comptes des entités d'assurance, sont comptabilisés en juste valeur par résultat. Les montants correspondants aux intérêts minoritaires figurent en "autres passifs".

- la mise en équivalence : elle consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du groupe dans les capitaux propres et le résultat des entités concernées. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle conjoint, qualifiées de co-entreprises ou pour toutes les entités sous influence notable.

### ***3. PERIMETRE***

Le périmètre de consolidation du groupe CMNE au 30 juin 2016 est détaillé dans les tableaux suivants qui indiquent la contribution de chaque entité au résultat du groupe.

## Périmètre de consolidation

	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)		
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt				
<b>1. Entreprises à caractère financier</b>													
<b>1.1 Etablissements de crédit</b>													
> Caisses de Crédit Mutuel + Caisse Fédérale du CMNE + Fédération du CMNE	FRANCE	12/15	100	100	51 510	Mère	06/16	100	100	10 376	Mère		
> BCMNE (base consolidée) - 4 place Richebé 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	18 040	IG	06/16	100	100	7 111	IG		
> CMNE Belgium (base consolidée) - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/15	100	100	31 277	IG	06/16	100	100	8 404	IG		
<b>1.2 Etablissements financiers autres que 1.1</b>													
> FCP Richebé Gestion - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	100	5 640	IG	06/16	100	100	-4 569	IG		
> CMNE Home Loans FCT - 4 place Richebé 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	0	IG	06/16	100	100	0	IG		
<b>1.3 Autres entreprises à caractère financier</b>													
<b>2. Entreprises non financières</b>													
<b>2.1 Assurances</b>													
> Nord Europe Assurances (base consolidée) - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	FRANCE	12/15	100	100	71 322	IG	06/16	100	100	20 968	IG		
<b>2.2 Services</b>													
> Actéa Environnement - 5/7 rue Frédéric Degeorge - 62000 ARRAS	FRANCE	12/15	100	100	-215	IG	06/16	100	100	1 031	IG		
> CMNE CAP Seniors - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	0	IG	06/16	100	100	-5	IG		
> CMNE Environnement - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	-26	IG	06/16	100	100	-2	IG		
> Euro-Information - 34 Rue du Wacken - 67000 STRASBOURG	FRANCE	12/15	10,15	10,15	8 588	MEE	06/16	10,15	10,15	4 904	MEE		
> Financière Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	209	IG	06/16	100	100	126	IG		
> GIE CMN Prestations - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	0	IG	06/16	100	100	0	IG		
> L'Immobilière du CMN (base consolidée) - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	2 546	IG	06/16	100	100	724	IG		
> Sicorfé Maintenance - rue Bourgelat - 62223 St LAURENT BLANGY	FRANCE	12/15	34,00	34,00	108	MEE	06/16	34,00	34,00	76	MEE		
> THEIA Viager - 455, promenade des Anglais - 06299 NICE	FRANCE	12/15	80,00	80,00	-199	IG	06/16	80,00	80,00	-494	IG		
> Transactimmo - 1 Rue Arnould de Vuez - 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	-38	IG	06/16	100	100	-88	IG		
<b>2.3 Industrie</b>													
<b>2.4 Holding non financier</b>													
> Groupe La Française (base consolidée) - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	98,18	98,18	19 897	IG	06/16	98,33	98,32	6 563	IG		
> Nord Europe Participations et Investissements (base consolidée) 4 Place Richebé 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	2 932	IG	06/16	100	100	1 107	IG		
					<b>Total</b>	<b>211 591</b>						<b>Total</b>	<b>56 232</b>

(1) MEE : Mise En Equivalence ; IG : Intégration Globale



**Banque Commerciale du Marché Nord Europe**  
**4 place Richebé 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt			
Banque Commerciale du Marché Nord Europe	FRANCE	12/15	100	100	7 150	IG	06/16	100	100	2 556	IG	
> Bail Actea - 19 avenue le Corbusier - 59800 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	7 482	IG	06/16	100	100	3 081	IG	
> Nord Europe Lease - 19 avenue le Corbusier - 59800 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	3 768	IG	06/16	100	100	1 341	IG	
> Nord Europe Partenariat - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-ST-AIGNAN	FRANCE	12/15	99,65	99,65	-360	IG	06/16	99,65	99,65	133	IG	
					<b>Total</b>							<b>Total</b>

**CMNE Belgium**  
**Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt			
CMNE Belgium	BELGIQUE	12/15	100	100	-1 374	IG	06/16	100	100	-274	IG	
> BKCP Immo IT SCRL - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/15	95,92	95,92	-4 440	IG	06/16	95,92	95,92	-474	IG	
> Beobank Belgique - Boulevard Général Jacques, 263G - 1050 BRUXELLES	BELGIQUE	12/15	100	100	31 181	IG	06/16	100	100	8 933	IG	
> BKCP Securities SA - Avenue Louise 390 - 1050 BRUXELLES	BELGIQUE	12/15	100	100	-22	IG	06/16	100	100	-14	IG	
> BKCP Banque SA - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/15	100	100	4 201	IG	06/16	0	0	0	NC	
> Immo W16 - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/15	100	100	420	IG	06/16	100	100	226	IG	
> Mobilease - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/15	100	100	-12	IG	06/16	100	100	-4	IG	
> OBK SCRL - Graaf Van Vlaanderenplein, 19 - 9000 GAND	BELGIQUE	12/15	100	99,99	1 323	IG	06/16	100	99,99	11	IG	
					<b>Total</b>							<b>Total</b>

**Nord Europe Participations et Investissements**  
**4 Place Richebé - 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt			
Nord Europe Participations et Investissements	FRANCE	12/15	100	100	-985	IG	06/16	100	100	-361	IG	
> SCI Centre Gare	FRANCE	12/15	100	100	3 920	IG	06/16	100	100	1 478	IG	
> Fininmad (Marchand de biens)	FRANCE	12/15	100	100	11	IG	06/16	100	100	-6	IG	
> Sofimmo 3	FRANCE	12/15	100	100	-5	IG	06/16	100	100	-3	IG	
> Sofimpar	BELGIQUE	12/15	100	100	-9	IG	06/16	100	100	-1	IG	
					<b>Total</b>							<b>Total</b>

**IMMOBILIERE DU CMN**  
**4 Place Richebé - 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Méthode d'intégration (1)
			contrôle	intérêt			contrôle	intérêt	
> SCI CMN	FRANCE	12/15	100	100	IG	06/16	100	100	IG
> SCI CMN 1	FRANCE	12/15	100	100	IG	06/16	100	100	IG
> SCI CMN 2	FRANCE	12/15	100	100	IG	06/16	100	100	IG
> SCI CMN 3	FRANCE	12/15	100	100	IG	06/16	100	100	IG
> SCI CMN Location	FRANCE	12/15	100	100	IG	06/16	100	100	IG
> SCI CMN Location 2	FRANCE	12/15	100	100	IG	06/16	100	100	IG
> SCI RICHEBE INKERMAN	FRANCE	12/15	100	100	IG	06/16	100	100	IG

**Nord Europe Assurances**  
**9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt		
Nord Europe Assurances	FRANCE	12/15	100	100	-2 655	IG	06/16	100	100	-1 582	IG
> ACMN IARD - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/15	51,00	51,00	10 020	IG	06/16	51,00	51,00	2 958	IG
> ACMN Vie - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	FRANCE	12/15	100	100	56 004	IG	06/16	100	100	15 638	IG
> Courtage Crédit Mutuel Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	280	IG	06/16	100	100	142	IG
> CP-BK Reinsurance SA - Avenue de la gare, 65 - 1611 LUXEMBOURG	LUXEMBOURG	12/15	100	100	3 646	IG	06/16	100	100	618	IG
> Nord Europe Life LUXEMBOURG - rue Charles Martel 62 - 2134 LUXEMBOURG	LUXEMBOURG	12/15	100	100	2 399	IG	06/16	100	100	1 383	IG
> Nord Europe Retraite - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/15	100	100	1	IG	06/16	100	100	7	IG
> North Europe Life Belgium - 11 boulevard de la Plaine - 1050 BUXELLES	BELGIQUE	12/15	100	100	1 627	IG	06/16	100	100	1 804	IG
> SPV Jarna - 9B Boulevard Prince Henri - 1724 Luxembourg	LUXEMBOURG	12/15	100	98,18	0	IG	06/16	100	98,32	0	IG
					<b>Total</b>					<b>Total</b>	
					71 322					20 968	

**Groupe La Française**  
**128 Boulevard Raspail - 75006 Paris**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt		
Groupe La Française	FRANCE	12/15	98,18	98,18	-9 381	IG	06/16	98,33	98,32	-5 763	IG
> 2A - 5 boulevard de la Madeleine - 75008 PARIS	FRANCE	12/15	20,00	19,63	-645	MEE	06/16	20,00	19,66	-96	MEE
> Alger Management Ltd - 50 Broadway - LONDON	ROYAUME-UNI	12/15	50,00	49,09	-191	MEE	06/16	50,00	49,16	167	MEE
> CD Partenaires - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS	FRANCE	12/15	74,87	73,50	118	IG	06/16	74,87	73,61	-251	IG
> Convictions Asset Management - 15 bis rue de Marignan - 75008 PARIS	FRANCE	12/15	30,00	29,45	-184	MEE	06/16	0	0,00	0	NC
> FCT LFP Créances Immobilières - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	58,37	58,37	-416	IG	06/16	58,37	58,37	24	IG
> Forum Holding BV - Fred. Roeskestraat 123, 1076 EE - Amsterdam	PAYS-BAS	12/15	24,64	24,19	-414	MEE	06/16	24,95	24,53	-589	MEE
> Forum Partners Investment Management Limited - 1700 E Putnam Ave, Old Greenwich, CT 06870 - 1366, Delaware - USA	ETATS UNIS D AMERIQUE	12/15	24,64	24,19	173	MEE	06/16	24,95	24,53	272	MEE
> GIE Groupe La Française - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	98,18	0	IG	06/16	100	98,32	0	IG
> Groupe Cholet-Dupont - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS	FRANCE	12/15	33,73	33,12	976	MEE	06/16	33,73	33,16	1 194	MEE
> La Française AM - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	98,17	6 488	IG	06/16	100	98,32	1 943	IG
> La Française AM Finance Services - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	98,18	3 830	IG	06/16	100	98,32	1 100	IG
> La Française AM GP - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	98,17	998	IG	06/16	100	98,32	415	IG
> La Française AM Iberia - C/ Joaquin Costa 26 - 28002 MADRID	ESPAGNE	12/15	66,00	64,80	66	IG	06/16	66,00	64,89	15	IG
> La Française AM International - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	LUXEMBOURG	12/15	100	98,18	161	IG	06/16	100	98,32	-7	IG
> La Française Bank - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	LUXEMBOURG	12/15	100	98,91	816	IG	06/16	100	98,99	-130	IG
> La Française Global Real Estate Investment Management Limited - 12 Berkeley Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/15	100	98,18	-1 309	IG	06/16	100	98,32	445	IG
> La Française Inflection Point - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	51,00	75,23	1 175	IG	06/16	51,00	75,34	183	IG
> La Française Investment Solutions - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	65,00	63,81	3 557	IG	06/16	56,04	46,77	942	IG
> La Française Real Estate Managers - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	95,96	94,21	4 814	IG	06/16	95,96	94,34	4 596	IG
> La Française Real Estate Partners - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	65,00	61,23	553	IG	06/16	65,00	61,32	-11	IG
> LFF Real Estate Partners Limited - 16 Berkeley Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/15	56,67	60,24	-117	IG	06/16	56,67	60,41	-83	IG
> LFP Nexity Services Immobiliers - 147 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/15	24,64	23,21	207	MEE	06/16	0	0,00	0	NC
> New Alpha Asset Management - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	98,18	1 855	IG	06/16	100	98,32	1 233	IG
> NEXT Advisor - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	98,18	-5	IG	06/16	100	98,32	-9	IG
> Nouvelles EXpertises et Talents AM - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	98,18	4 302	IG	06/16	100	98,32	482	IG
> Siparex Proximité Innovation - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	46,46	45,61	283	MEE	06/16	26,50	26,06	149	MEE
> UFG PM - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	94,21	-15	IG	06/16	100	94,34	-307	IG
> Tages Capital LLP - 39 St James' Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/15	40,00	39,27	1 206	MEE	06/16	40,00	39,33	366	MEE
> Inflection Point Capital Management Ltd - 125 Old Broad Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/15	49,00	51,35	-429	MEE	06/16	49,00	51,43	-322	MEE
> JKC Capital Management Ltd - 34-37 Connaught Road Central - HONG-KONG SAR	HONG-KONG	12/15	50,00	49,09	-19	MEE	06/16	50,00	49,16	-98	MEE
> OPCI Raspail - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	99,68	1 038	IG	06/16	100	99,70	621	IG
> SCI Raspail Vavin Invest - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/15	100	99,67	406	IG	06/16	100	99,70	82	IG
					<b>Total</b>					<b>19 897</b>	
									<b>Total</b>		<b>6 563</b>

**Pour mémoire : modifications du périmètre au cours de la période**

	Nom de l'entreprise
<u>Entrées :</u>	
<u>Sorties :</u>	
Cession	LFP Nexity Services Immobiliers
Déconsolidation	Convictions Asset Management
TUP ou fusion	BKCP Bank

Entités consolidées par consolidation simplifiée dans le cadre de l'application de la norme IFRS 10

	Pays	31.12.2015		30.06.2016	
		%	Intérêts	%	Intérêts
		d'intérêt	minoritaires	d'intérêt	minoritaires
		constatés (en K€)		constatés (en K€)	
ALTERAM ARBITRAGES	FRANCE	65,45%	58 608	80,90%	16 406
ALTERAM EVENT FCP	FRANCE	73,50%	31 367	65,78%	23 063
ALTERAM GLOB,ALTE,II	FRANCE	98,10%	680	-	0
ALTERAM GLOB,ALTERN,	FRANCE	99,80%	45	-	0
CONVICTION MULTIFAC	FRANCE	-	0	83,33%	3 082
CONVICTIONS CLASS B	FRANCE	59,39%	10 649	76,03%	4 826
DELFF EXPANSION 2022	FRANCE	45,45%	11 055	45,28%	15 123
DIADEME GLOBAL SELEC	FRANCE	56,20%	35 086	90,00%	4 539
ELIXIME JANVIER	FRANCE	99,80%	40	-	0
FCPR NORD EUROPE 1	FRANCE	52,25%	1 432	52,25%	1 323
FERI IV	FRANCE	0,00%	0	56,86%	23 692
LA FRANCAISE AM	LUXEMBOURG	2,45%	0	74,31%	110
LF AM LFPFSGIRE ID	LUXEMBOURG	34,44%	0	96,93%	1 237
LF AM LFPFSGIRE ID	LUXEMBOURG	89,27%	96	100,00%	0
LF AM LFPI TREND	LUXEMBOURG	13,27%	0	84,01%	2 042
LF INDEX VARIABLE S	FRANCE	42,75%	122 090	62,00%	66 596
LF LUX MAS INC RD D	LUXEMBOURG	37,46%	24 933	37,50%	25 658
LF PREDIREC ENR 2030	FRANCE	100,00%	0	83,08%	4 688
LFP MULTI TRENDS	FRANCE	42,67%	13 364	41,28%	11 843
LFIS EURO EQTY OVER	FRANCE	100,00%	0	100,00%	1
LFIS VIS UC EQ DEF I	LUXEMBOURG	100,00%	0	100,00%	1
LFIS VISION ABSOLUTE	LUXEMBOURG	97,84%	2 996	70,54%	8 264
LFIS VISION CRT ,OPP,	LUXEMBOURG	51,60%	113 984	50,72%	88 024
LFIS VISION UCITS RISK PREMIA	LUXEMBOURG	81,30%	11 959	32,11%	0
LFP ACTIONS EUR COUV	FRANCE	33,33%	0	41,81%	34
LFP ACTIONS MONDE	FRANCE	55,07%	14 301	54,39%	13 675
LFP ALLOC CLASSI EUR	LUXEMBOURG	60,08%	17 470	66,67%	12 379
LFP ALLOCATION	FRANCE	14,65%	0	73,70%	28 588
LFP COUSSIN OPPORT	FRANCE	99,94%	11	99,94%	10
LFP EUROP FD OF FD	FRANCE	91,49%	2 101	91,49%	1 776
LFP EUROP INFLAT, B	FRANCE	76,16%	29 133	60,54%	62 455
LFP FD MULTI STRA OB	LUXEMBOURG	43,02%	175 233	87,58%	19 028
LFP FONCIERES EURO	FRANCE	52,51%	2 932	-	0
LFP GRANDS VIGNOBLES	FRANCE	62,95%	8 094	57,72%	9 900
LFP INFLATION PLUS	FRANCE	41,26%	11 520	72,02%	3 138
LFP LIBROBLIG (D)	FRANCE	5,89%	0	79,80%	6 734
LFP MULTI OBLIG	FRANCE	11,85%	0	60,40%	12 416
LFP OBLIG EMRG R	FRANCE	11,26%	0	59,97%	5 121
LFP OBLIG ISR D	FRANCE	2,51%	0	35,53%	1 975
LFP OBLIGATIONS LT	FRANCE	31,87%	0	35,96%	14 907
LFP OP DELFF E H R	LUXEMBOURG	35,12%	21 742	47,00%	13 681
LFP PATRIMOINE FLEX	FRANCE	76,50%	104 727	85,11%	49 251
LFP PIERRE	FRANCE	44,98%	374 899	44,92%	382 856
LFP PREMIUM EM R	FRANCE	44,40%	12 537	97,57%	264
LFP PROFIL PERFORM	FRANCE	74,18%	16 858	74,43%	14 722
LFP PROFIL REGULAR	FRANCE	56,35%	100 155	92,57%	12 254
LFP R2P I HEDGE	LUXEMBOURG	63,30%	18 469	60,51%	20 740
LFP RDMT EM 2017	FRANCE	20,36%	0	44,58%	12 259
LFP REND GLOB 2018	FRANCE	11,52%	0	40,61%	7 451
LFP RENDEMENT EMER	FRANCE	42,41%	11 693	-	0
LFP S&P CAPITAL IQ F	LUXEMBOURG	11,31%	0	36,43%	410
LFP TRESORERIE B	FRANCE	25,08%	0	47,00%	8 061
MULTIMARK SPP OPC I	FRANCE	21,88%	0	37,22%	91 971
NEA OVERLAY	FRANCE	100,00%	0	99,99%	5
NEW ALPHA FINTECH A	FRANCE	60,61%	260	60,61%	1 508
NORD OUEST ENT 4	FRANCE	13,58%	0	80,82%	1 869
PREDIREC IMMO IV	FRANCE	89,66%	10 911	62,74%	56 504
UFG ALT ,MUL,ARB,PLUS	FRANCE	94,48%	4 522	100,00%	0
UFG IC FUND	LUXEMBOURG	47,81%	17 819	55,97%	13 995
UFG OPSIS PATRIMOINE	FRANCE	50,08%	20 016	77,36%	8 912
UFG PIXEL 1	FRANCE	57,14%	13 081	57,14%	8 413
<b>Total Consolidation Simplifiée</b>			<b>1 426 868</b>		<b>1 197 780</b>

#### **4. PRINCIPES DE CONSOLIDATION**

##### **⊗ Retraitements et éliminations**

Les opérations réciproques significatives sont éliminées entre entités consolidées par intégration globale. Sont considérés comme significatifs les montants supérieurs à 200 K€ en charges et produits et 1.000 K€ en ce qui concerne le bilan et les engagements. Il est à souligner que, lorsque des titres émis par une entité consolidée sont détenus par les compagnies d'assurance du Groupe en tant que placements représentatifs de contrats libellés en unités de comptes, ils ne sont pas éliminés ; ceci permet de matérialiser l'adossement actif – passif de ce type de contrats d'assurance vie.

Les résultats de cessions internes font également l'objet d'éliminations.

D'une manière générale, les principes comptables du groupe sont appliqués dans l'ensemble des entités consolidées.

##### **⊗ Conversion des comptes en devises étrangères**

Les comptes consolidés du groupe CMNE sont établis en euros. Tous les éléments d'actif ou de passif, monétaires et non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. La différence sur le capital, les réserves et le report à nouveau est inscrite dans les capitaux propres dans le compte "Réserves de conversion". Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans le compte "Réserves de conversion".

##### **⊗ Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition**

Conformément à IFRS 3R, à la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs et les passifs ainsi que les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, qui satisfont aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente, qui sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre la juste valeur nette des coûts de vente et leur valeur nette comptable.

Le coût d'acquisition est égal à la juste valeur, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération sont comptabilisés dans le résultat de la période.

L'écart d'acquisition, ou survaleur, représente la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition. IFRS 3R permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur (méthode dite du goodwill total) ; dans le second, ils sont basés sur leur quote-part dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquise (goodwill partiel). Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif et s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en "Variations de valeur des écarts d'acquisition".

Les compléments de prix sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, même s'ils présentent un caractère éventuel. Cet enregistrement est effectué par contrepartie des capitaux propres ou des dettes (en fonction du mode de règlement). Les révisions ultérieures de ces écarts sont enregistrées en résultat pour les dettes financières relevant de la norme IAS 39 et selon les normes appropriées pour les dettes ne relevant pas d'IAS 39. Dans le cas des instruments de capitaux propres, ces révisions ne donnent lieu à aucun enregistrement jusqu'au règlement.

Dans le cas d'une variation du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition ou de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition ou cession est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet de tests de dépréciation afin de s'assurer qu'ils ne subissent pas de dépréciation durable. Ces variations de valeur s'apprécient au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent aux pôles d'activité du groupe. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affectée l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée à hauteur de la différence. Cette dépréciation, constatée en résultat, est irréversible. La valeur recouvrable de l'UGT, déterminée dans le cadre de ces tests, est définie comme étant sa valeur de marché. La valeur de marché correspond au montant susceptible d'être obtenu de la cession de l'UGT dans les conditions de marché prévalant à la date d'évaluation. Les références au marché sont essentiellement constituées par la juste valeur des entités composant l'UGT appréciée au regard des formules des pactes d'actionnaires ou par les prix observés lors de transactions récentes sur des entités comparables ou bien encore établies par rapport à des multiples. Le cas échéant, la valeur recouvrable peut aussi être basée sur la valeur d'utilité. Celle-ci repose sur une estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent

des plans prévisionnels établis chaque année par les responsables de ces UGT et approuvés par la direction générale du Groupe, et des analyses d'évolution à long terme du positionnement relatif des activités concernées sur leur marché. Ces flux sont actualisés à un taux reflétant le niveau de rendement attendu par un investisseur sur le type d'activité et dans la zone géographique concernés.

#### Ⓢ **Impôts différés**

En application d'IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales. Les retraitements liés à l'application des normes IFRS font donc également l'objet de calcul d'impôts différés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable au cours des exercices suivants.

Les actifs d'impôts différés ne sont retenus que lorsque leur récupération est probable grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs aux gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés en capitaux propres. Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

### **5. ETABLISSEMENT DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE**

La présentation retenue utilise la méthode indirecte. Le résultat, pour la détermination des flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, est ajusté pour tenir compte des éléments sans effet de trésorerie et des éléments pour lesquels l'effet de la trésorerie consiste en flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis d'après leurs caractéristiques intrinsèques que sont la disponibilité immédiate ou la conversion à très court terme en un montant connu de liquidités dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

La trésorerie comprend les fonds en caisse ainsi que les dépôts et emprunts auprès de la Banque Centrale.

Les équivalents de trésorerie sont composés des prêts et emprunts à vue ou au jour le jour, contractés avec des établissements de crédit.

Les différents flux de trésorerie relatifs à un exercice sont classés, d'après la logique d'intention, en activités opérationnelles, d'investissement et de financement, sachant qu'une opération unique peut inclure des flux classés dans des activités différentes.

Les flux de trésorerie opérationnels sont ceux issus des activités d'exploitation qui contribuent à la formation de l'essentiel du résultat, y compris les activités de marché pour compte propre. Figurent à ce titre parmi les activités opérationnelles, les flux de trésorerie liés aux titres en juste valeur par résultat ainsi que les titres à revenus variables, constitutifs de placements à court terme ou relatifs aux activités de portefeuille, et les titres à revenu fixe disponibles à la vente.

Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers incluent les variations des actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat pour la variation de leur juste valeur.

Par défaut, les flux de trésorerie qui ne répondent pas aux définitions d'investissement ou de financement sont classés sous cette activité.

Les activités d'investissement sont définies comme l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme et des autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie ou dans les activités opérationnelles. Y figurent notamment les titres de participation et les autres titres à revenu variable détenus à long terme qui ne sont pas liés aux activités de portefeuille ainsi que les titres à revenu fixe détenus jusqu'à maturité.

Les flux liés aux activités de financement comprennent les mouvements sur capital et les mouvements liés aux émissions ou remboursements d'emprunts ou de dettes subordonnées. Par option, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables sont classés avec les activités opérationnelles.

N'étant pas constitutifs de ressources affectées aux activités qui les génèrent, les revenus (intérêts et dividendes) provenant des activités d'investissement ainsi que les intérêts liés aux activités de financement sont rattachés aux

activités opérationnelles. Les produits de cessions restent, quant à eux, rattachés à l'activité auxquels ils se rapportent pour leur montant avant impôt.

### **III PRINCIPES COMPTABLES**

#### **⊗ Prêts et créances**

Les prêts et créances sont des actifs financiers à revenu fixe ou déterminable, non cotés sur un marché actif, qui ne sont pas destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi. Ils comprennent les prêts consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués, les prêts acquis et les titres de dettes non cotés. Ils sont comptabilisés à leur valeur de marché (ou équivalent) lors de leur entrée dans le bilan qui est généralement le montant net décaissé à l'origine.

Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Ces encours sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

Les commissions perçues dans le cadre de renégociations commerciales de prêts font l'objet d'un étalement. La renégociation entraîne la modification ou la décomptabilisation de l'ancien prêt.

La restructuration d'un prêt suite aux difficultés financières du débiteur entraîne novation du contrat. Suite à la définition de cette notion par l'Autorité Bancaire Européenne, le groupe l'a intégré dans les systèmes d'information afin que les définitions comptable et prudentielle soient harmonisées. Les éléments chiffrés figurent en rapport de gestion.

La juste valeur des prêts et créances est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Dépréciation et provision individuelle sur les prêts et créances : une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt - ou d'un groupe de prêts - susceptibles de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

L'existence d'échéances dues et impayées depuis plus de 3 mois ou 6 mois pour l'immobilier et les collectivités locales ou de comptes courants irréguliers depuis plus de 3 mois représente une preuve objective d'un événement de perte. De même lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a déchéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire une indication objective de perte est identifiée.

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque pour la partie relative à la variation du risque et en marge d'intérêts pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif pour les prêts et créances et la provision est inscrite au passif parmi les provisions pour les engagements de financement et de garantie.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Dépréciation collective sur les prêts et créances : les prêts à la clientèle non dépréciés sur une base individuelle sont regroupés par portefeuilles homogènes. Les encours sensibles font l'objet d'une dépréciation, sur la base des pertes en cas de défaut et de la probabilité de défaut jusqu'à maturité observées en interne ou en externe et appliquées aux encours. Elle est comptabilisée en déduction des encours correspondants à l'actif et les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique "Coût du risque" du compte de résultat.

#### **⊗ Intérêts pris en charge par l'Etat de certains prêts**

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.



Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

## ☉ **Garanties financières et engagements de financement**

Les garanties financières sont assimilées à un contrat d'assurance lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser leur titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Conformément à IFRS 4, ces garanties financières restent évaluées selon les normes françaises, soit en hors-bilan, dans l'attente d'un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Par conséquent, ces garanties font l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IAS 39. Ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

## ☉ **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Dans le cadre du tableau des flux de trésorerie, les OPCVM sont classés en activité "opérationnelle" et ne font donc pas l'objet d'un reclassement en trésorerie.

## ☉ **Opérations en devises**

Les actifs et passifs financiers libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change à la date d'arrêté.

### ■ *Actifs ou passifs financiers monétaires*

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat, sous la rubrique "gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat".

### ■ *Actifs ou passifs financiers non monétaires*

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique "gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat" si l'élément est classé en juste valeur par résultat ou parmi les "plus ou moins-values latentes ou différées" lorsqu'il s'agit d'actifs financiers disponibles à la vente.

## ☉ **Opérations de location**

### ■ *Opérations dans lesquelles CMNE est crédit bailleur*

Les contrats sont classés en location financement lorsqu'ils conduisent, en substance, à transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué. La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux utilisé est le taux d'intérêt implicite.

Les contrats de location simple sont des contrats pour lesquels l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur. Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location.

### ■ *Opérations dans lesquelles CMNE est crédit preneur*

Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur, ou si celle-ci est inférieure, à la

valeur actualisée des paiements minimaux à effectuer au titre de la location. La contrepartie est enregistrée au passif du bilan. Ces immobilisations sont amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.

## 🕒 Titres acquis

### *Détermination de la juste valeur des instruments financiers*

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être vendu ou un passif transféré, entre des parties bien informées et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

#### \* Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

#### \* Instruments négociés sur un marché non actif

Les données observables sur un marché sont à retenir, tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales à la date d'évaluation, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le groupe utilise des données non observables, "mark-to-model".

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, comprenant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer, notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché. Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

### *Classification comptable des titres*

Les titres peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat,
- actifs financiers disponibles à la vente,
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance,
- prêts et créances.

La classification dans l'une ou l'autre de ces catégories traduit l'intention de gestion du groupe et détermine les règles de comptabilisation des instruments.

#### ■ *Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

##### Critère de classement et règles de transfert

La catégorie des "Instruments financiers évalués en juste valeur par résultat" comprend :

#### \* Les instruments financiers détenus à des fins de transaction :

il s'agit principalement des instruments qui ont été acquis pour être revendus ou rachetés à court terme ou sont intégrés à un portefeuille d'instruments financiers gérés globalement pour lequel un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe ou bien encore constituent un instrument dérivé non qualifié de couverture.

Les conditions de marché peuvent conduire le Groupe Crédit Mutuel Nord Europe à revoir sa stratégie de placement et l'intention de gestion de ces titres. Ainsi, lorsqu'il apparaît inopportun de céder des titres initialement acquis dans un objectif de cession à court terme, ces titres peuvent faire l'objet d'un reclassement, dans le respect des dispositions spécifiques prévues par l'amendement IAS 39 d'octobre 2008. Les transferts vers les catégories "Actifs financiers disponibles à la vente" ou "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" sont autorisés en cas de situation

exceptionnelle. Les transferts vers la catégorie "Prêts et créances" sont conditionnés à l'intention et la capacité du groupe de détenir ces titres dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance et au respect des critères inhérents à la définition de la catégorie comptable des "Prêts et créances" (pas de cotation sur un marché actif). Aucun transfert de ce type n'a eu lieu depuis 2008 ; ils ont eu pour objectif de traduire au mieux la nouvelle intention de gestion de ces instruments et de refléter de manière plus fidèle leur impact sur le résultat du Groupe.

\* Les instruments financiers classés par choix dès l'origine, et de façon irrévocable, à la juste valeur par résultat. Ce classement peut s'appliquer dans les cas suivants :

- instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
- instrument présentant, sans application de la juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

Le groupe a utilisé cette option notamment dans le cadre de contrats en unité de comptes des activités d'assurance par cohérence avec le traitement s'appliquant aux passifs.

#### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés en "Actifs et passifs à la juste valeur par résultat" sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêtés ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur et les revenus perçus ou courus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat. L'évaluation du risque de contrepartie sur ces titres est prise en compte dans la juste valeur.

En cas de transfert vers l'une des trois autres catégories, la juste valeur de l'actif financier à sa date de reclassement devient son nouveau coût ou coût amorti. Aucun gain ou perte comptabilisé avant la date du transfert ne peut être repris.

#### ■ *Actifs financiers disponibles à la vente*

##### Critère de classement et règles de transfert

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les actifs financiers non classés en "Prêts et créances", ni en "Actifs financiers détenus jusqu'à maturité" ni en "Juste valeur par résultat".

Les titres à revenu fixe peuvent être reclassés en "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" en cas de modification de l'intention de gestion, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie, ou en "Prêts et créances" en cas de modification de l'intention de gestion, de capacité de détention du titre dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie. Le Groupe n'a pas pratiqué de reclassement depuis 2008.

##### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition et lors des arrêtés ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres "Gains ou pertes latents ou différés", hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat qu'en cas de cession ou de dépréciation durable. Lors de la cession, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente", ainsi que les plus et moins-values de cession. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

En cas de transfert de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" vers les catégories "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" ou "Prêts et créances" d'instruments ayant une échéance fixe, et en l'absence de dépréciation, les gains ou pertes latents antérieurement différés en capitaux propres sont amortis sur la durée de vie résiduelle de l'actif. En cas de transfert d'instruments n'ayant pas une échéance fixe vers la catégorie "Prêts et créances", les gains et pertes latents antérieurement différés sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la cession des titres.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés". Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente".

## Dépréciation et risque de crédit

\* Dépréciation durable, spécifique aux actions et autres instruments de capitaux propres :

Une dépréciation est constatée sur les actifs financiers à revenu variable disponibles à la vente en cas de baisse prolongée et significative de la juste valeur par rapport au coût.

S'agissant de titres à revenus variables, le groupe CMNE considère qu'une dévalorisation du titre d'au moins 40% par rapport à son coût d'acquisition, ou sur une période de plus de 24 mois consécutifs, entraîne une dépréciation, à l'exception des cas où l'appréciation de la juste valeur faite par le Groupe ne reflète pas une perte probable de tout ou partie du montant investi. L'analyse est effectuée ligne à ligne. L'exercice du jugement intervient également pour les titres ne remplissant pas les critères ci-dessus mais pour lesquels la Direction estime que la recouvrabilité du montant investi ne peut raisonnablement être attendue dans un avenir proche. La perte est constatée en résultat, dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente". Toute baisse ultérieure est également comptabilisée en compte de résultat.

Les dépréciations durables des actions ou autres instruments de capitaux propres passées en résultat sont irréversibles tant que l'instrument est porté au bilan. En cas d'appréciation ultérieure, celle-ci sera constatée en capitaux propres dans la rubrique "Gains ou pertes latents ou différés".

\* Dépréciation au titre du risque de crédit :

Les dépréciations sur actifs financiers à revenu fixe disponibles à la vente (obligations notamment) sont comptabilisées dans le poste "Coût du risque". En effet, seule l'existence d'un risque de crédit peut conduire à déprécier ces instruments à revenu fixe, la dépréciation en cas de perte due à une simple hausse des taux n'étant pas admise. En cas de dépréciation, l'intégralité des moins values latentes cumulées en capitaux propres doit être constatée en résultat. Ces dépréciations sont réversibles ; toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque" en cas d'amélioration de la situation de crédit de l'émetteur.

### ■ *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*

#### Critère de classement et règles de transfert

Cette catégorie comprend les titres à revenu fixe ou déterminable ayant une date d'échéance fixe que le groupe CMNE a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à l'échéance.

Les éventuelles opérations de couverture du risque de taux d'intérêt mises en place sur cette catégorie de titres ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Par ailleurs, les possibilités de cession ou de transfert de titres de ce portefeuille sont très limitées compte tenu des dispositions prévues par la norme IAS 39, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau Groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans.

#### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes ainsi que les frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" du compte de résultat.

#### Risque de crédit

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, résultant d'événements survenus postérieurement à la comptabilisation initiale et susceptibles de générer une perte (risque de crédit avéré). Une analyse est effectuée à chaque arrêté, titre par titre. La dépréciation est évaluée par comparaison entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des flux futurs intégrant les garanties. Elle est constatée dans le compte de résultat à la rubrique "Coût du risque". Toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque".

## © **Hiérarchie de juste valeur**

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; sont notamment concernés les titres de créances cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.

- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Sont

notamment présentés en niveau 2 les swaps de taux d'intérêt dont la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas des données observables de marché (données non observables). Figurent notamment dans cette catégorie les titres de participations non consolidées détenus ou non via les entités de capital risque, dans les activités de marché, les titres de créances cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables, ...

L'instrument est classé au même niveau de la hiérarchie que le plus bas niveau déterminé par le paramètre le plus important dans le modèle de juste valeur prise dans son ensemble. Compte tenu de la diversité et de la volumétrie des instruments valorisés en niveau 3, la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres serait peu significative.

#### ⊗ *Actifs non courants destinés à être cédés*

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste "Actifs non courants destinés à être cédés". Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés".

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

#### ⊗ *Dérivés et comptabilité de couverture*

##### *Détermination de la juste valeur des dérivés*

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie (CVA) présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre (DVA) présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

S'agissant des principes retenus pour la partie relative au calcul des DVA et CVA, il est considéré que :

- les opérations internes au groupe ne sont pas concernées du fait des règles de solidarité qui s'appliquent au sein du Groupe CM CIC,

- les calculs effectués ont permis d'établir que l'impact des opérations collatéralisées (exclusivement interbancaires) n'est pas ou peu significatif, selon les règles de calcul utilisées.

De ce fait, aucune DVA / CVA n'est enregistrée à cet arrêt.

##### *Classification des dérivés et comptabilité de couverture*

#### ■ *Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat", même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

#### \* *Dérivés incorporés*

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il répond à la définition d'un dérivé,

- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

※ Comptabilisation

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

■ **Comptabilité de couverture**

La norme IAS 39 permet trois formes de relation de couverture. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.

La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.

Le CMNE a recours à la couverture de flux de trésorerie notamment pour le TSS émis en 2004.

La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.

La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture doit être formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie notamment les objectifs de gestion du risque de la Direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.

L'efficacité de cette couverture doit être démontrée lors de la mise en place de la relation de couverture puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêt. Le rapport entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert doit se situer dans un intervalle de 80 à 125 %. Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

※ Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés :

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat" symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou s'il s'agit d'un actif financier classé en "Actifs financiers disponibles à la vente". Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

La partie correspondant au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat" et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

Dérivés de macro-couverture

Le groupe utilise les possibilités offertes par la Commission Européenne pour la comptabilisation de ses opérations de macro-couverture. En effet, les modifications apportées par l'Union Européenne à la norme IAS 39 (« carve-out ») permettent d'inclure les dépôts à vue de la clientèle dans les portefeuilles de passifs à taux fixes couverts et de ne mesurer aucune inefficacité en cas de sous-couverture. Les dépôts à vue sont intégrés en fonction des lois d'écoulement définies par la gestion de bilan.

Pour chaque portefeuille d'actifs ou de passifs financiers portant un taux fixe, l'échéancier des dérivés de couverture est mis face à celui des éléments couverts, pour vérifier qu'il n'y a pas de sur-couverture.

Le traitement comptable des instruments dérivés de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des dérivés de couverture de juste valeur.

Les variations de juste valeur des portefeuilles couverts sont enregistrées au bilan dans la rubrique "Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux" par la contrepartie du compte de résultat.

✳ Couverture de flux de trésorerie :

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas ; ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

## ⊗ Immobilisations et amortissements

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administratives. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

### Immobilisations corporelles :

- Constructions - gros œuvre structure : 10 - 30 ans (en fonction du type d'immeuble concerné)
- Constructions - équipements : 10 - 25 ans
- Agencements et installations : 5 - 15 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 - 10 ans
- Matériel de sécurité : 3 - 10 ans
- Matériel roulant : 3 - 5 ans
- Matériel informatique : 3 - 5 ans

### Immobilisations incorporelles :

- Logiciels acquis ou créés en interne : 1 - 3 ans

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables (comme les droits au bail) font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou

de disparition des indices de dépréciation. La valeur nette comptable après reprise de perte de valeur ne peut pas être supérieure à la valeur nette comptable qui aurait été calculée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Les dépréciations concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique "Dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations d'exploitation" du compte de résultat.

Les dépréciations concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique "Charges des autres activités" (pour les dotations) et "Produits des autres activités" (pour les reprises) du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne "Gains ou pertes nets sur autres actifs".

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne "Produits des autres activités" ou "Charges des autres activités".

La juste valeur des immeubles de placement est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle repose sur une évaluation de ces immeubles par référence au marché, effectuée par des experts indépendants.

### Ⓢ Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) satisfait aux critères de définition des actifs destinés à être cédés, s'il est disponible en vue d'être vendu et, si sa vente est hautement probable et interviendra dans les douze mois.

Les actifs et passifs liés sont présentés sur deux lignes distinctes du bilan, dans les rubriques "actifs non courants destinés à être cédés" et "dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés". Ils sont comptabilisés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession et ne sont plus amortis.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée sur ce type d'actifs et de passifs, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Des activités sont considérées comme abandonnées, lorsqu'il s'agit d'activités destinées à être cédées, d'activités arrêtées, et de filiales qui ont été acquises uniquement dans la perspective d'être vendues. Elles sont présentées sur une ligne distincte du compte de résultat, dans la rubrique "gains et pertes nets d'impôts sur activités abandonnées".

### Ⓢ Contrats d'épargne réglementée

Les comptes d'épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

### Ⓢ Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), non classées en juste valeur par résultat sur option, sont comptabilisées, à l'origine, à leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

Ces dettes sont ensuite valorisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### Ⓢ Activités d'assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance sont établis conformément à la norme IFRS 4. Elle s'applique également aux contrats de réassurance, émis ou souscrits, et aux contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance consolidées par intégration globale suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe.



### ■ *Actifs*

Les actifs financiers, immeubles de placement et immobilisations suivent les méthodes de comptabilisation décrites par ailleurs.

En revanche, les actifs financiers représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte sont présentés en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat".

### ■ *Passifs*

Les provisions techniques des contrats en unité de compte sont évaluées, à la date de clôture, sur la base de la valeur de réalisation des actifs servant de supports à ces contrats.

Les provisions des contrats d'assurance non-vie correspondent aux primes non acquises (portion des primes émises relative aux exercices ultérieurs) et aux sinistres à payer.

Les contrats d'assurance bénéficiant d'une clause de participation aux bénéfices discrétionnaire font l'objet d'une "comptabilité reflet". La provision pour participation aux bénéfices différée en résultant représente la quote-part des plus et moins-values des actifs revenant aux assurés. Ces provisions pour participation aux bénéfices différée sont présentées au passif ou à l'actif, par entité juridique et sans compensation entre entités du périmètre. A l'actif, elles figurent dans un poste distinct et leur recouvrabilité est jugée sur le fondement d'une analyse des flux futurs de trésorerie en tenant compte d'hypothèses de taux servis à la clientèle et de collecte cohérente avec le business plan établi par les compagnies.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif comptabilisé sur ces contrats (nets des autres éléments d'actifs ou de passifs liés, tels que les frais d'acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquises) est réalisé : il est vérifié que le passif comptabilisé est suffisant pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. Une insuffisance éventuelle des provisions techniques est constatée en résultat de la période (et serait reprise ultérieurement le cas échéant).

### ■ *Compte de résultat*

Les produits et charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par le Groupe sont présentés dans les postes "Produits des autres activités" et "Charges des autres activités".

Les produits et charges relevant des activités pour compte propre des entités d'assurance sont comptabilisés dans les rubriques qui leur sont relatives.

## Ⓢ Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un évènement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé le cas échéant pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le groupe couvrent notamment :

- les risques opérationnels,
- les engagements sociaux,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges et garanties de passif,
- les risques fiscaux,
- les risques liés à l'épargne logement.

## Ⓢ Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19R. Les dispositions se traduisent pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies par :

- la constatation immédiate des écarts actuariels en gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres et des modifications de régime en résultat,
- l'application aux actifs du régime du taux d'actualisation de la dette,
- un renforcement des informations à présenter en annexe.

Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste "Provisions". Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste "Charges de personnel", à l'exception de la part résultant des écarts actuariels qui est comptabilisée en "Gains ou pertes latents ou différés", en capitaux propres.

#### ■ **Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies**

Il s'agit des régimes de retraite, préretraite et retraite complémentaires dans lesquels le groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux d'émission des entreprises notées AA en fonction de la durée des engagements,
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories cadre / non cadre,
- les taux d'inflations, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,
- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI,
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et des hypothèses liées à la loi portant réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans
- la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

#### ■ **Indemnités de fin de carrière**

Les droits des salariés à l'indemnité de départ en retraite sont calculés en fonction du temps de présence et de la rémunération brute du salarié conformément à la convention collective applicable au groupe.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en "Gains ou pertes latents ou différés", enregistrés en capitaux propres. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

#### ⊗ **Paiements fondés sur base d'actions**

Les paiements sur base d'actions concernent les transactions dont le paiement est fondé sur des actions émises par le Groupe, qu'ils soient dénoués par remise d'actions ou réglés en numéraire, le montant dépendant de l'évolution de la valeur des actions.

La charge supportée par le Groupe est évaluée sur la base de la juste valeur à la date de notification des options d'achat ou de souscription d'actions attribuées par certaines filiales. La charge globale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option par le nombre estimé d'options qui seront émises au terme de la période d'acquisition des droits, compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

La charge est constatée en frais de personnel dès la notification et fait l'objet d'un étalement sur la période d'acquisition des droits, sans attendre, le cas échéant, que les conditions nécessaires à l'attribution définitive soient remplies, ni que les bénéficiaires exercent leurs options.

Dans le cas des plans dénoués par remise d'actions, la contrepartie de la charge figure en augmentation des capitaux propres.

Pour les plans dénoués en numéraire, la contrepartie est enregistrée en dette. Ce passif fait l'objet d'une réévaluation jusqu'à son extinction, en fonction de la juste valeur de l'action. L'ajustement de valeur se fait également en frais de personnel.

#### ⊗ **Dettes subordonnées**

Les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Ces dettes sont valorisées au coût amorti.

## © Distinction Dettes et Capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du CMNE, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le Groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le Groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le Groupe.

## IV NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

(Les notes sont présentées en milliers d'euros)

### 1. NOTES RELATIVES AU BILAN

#### Note 1 : Caisse, Banques Centrales

##### 1a. Prêts et créances sur établissements de crédit

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
<b>Caisse, Banques centrales</b>				
Banques centrales	96 945	190 594	-93 649	-49,14%
dont réserves obligatoires	96 945	190 594	-93 649	-49,14%
Caisse	159 763	96 180	63 583	66,11%
<b>Total</b>	<b>256 708</b>	<b>286 774</b>	<b>-30 066</b>	<b>-10,48%</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>				
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	2 737 447	2 351 853	385 594	16,40%
Autres comptes ordinaires	147 137	154 467	-7 330	-4,75%
Prêts	1 022 519	1 022 963	-444	-0,04%
Autres créances	89 700	58 180	31 520	54,18%
Pensions	175 000	175 000	0	0,00%
Créances dépréciées sur base individuelle	0	0	0	n.s.
Créances rattachées	11 151	24 178	-13 027	-53,88%
<b>Total</b>	<b>4 182 954</b>	<b>3 786 641</b>	<b>396 313</b>	<b>10,47%</b>

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu, Livret A)

##### 1b. Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
<b>Banques centrales</b>				
Banques centrales	0	0	0	n.s.
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>				
Autres comptes ordinaires	44 336	49 010	-4 674	-9,54%
Emprunts	1 021 174	1 021 032	142	0,01%
Autres dettes	20 234	210 564	-190 330	-90,39%
Pensions	575 000	1 075 000	-500 000	-46,51%
Dettes rattachées	2 539	3 783	-1 244	-32,88%
<b>Total</b>	<b>1 663 283</b>	<b>2 359 389</b>	<b>-696 106</b>	<b>-29,50%</b>

Le montant des "emprunts" envers établissements de crédit publié en 2015 était de 1.016.277 K€ La différence de 4.755 K€ provient du reclassement d'un compte technique qui se trouvait précédemment en "passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat".

## Note 2 : Actifs et passifs à la juste valeur par résultat

### 2a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2016			31.12.2015		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
<b>. Titres</b>	<b>208 186</b>	<b>11 559 757</b>	<b>11 767 943</b>	<b>212 333</b>	<b>11 840 170</b>	<b>12 052 503</b>
- Effets publics	0	367 719	367 719	0	331 478	331 478
- Obligations et autres titres à revenu fixe	0	3 028 720	3 028 720	0	3 352 150	3 352 150
. Cotés	0	2 979 467	2 979 467	0	3 297 073	3 297 073
. Non cotés	0	49 253	49 253	0	55 077	55 077
- Actions et autres titres à revenu variable	208 186	8 163 318	8 371 504	212 333	8 156 542	8 368 875
. Cotés	208 186	8 130 598	8 338 784	212 333	8 124 240	8 336 573
. Non cotés	0	32 720	32 720	0	32 302	32 302
. Instruments dérivés	157 880	0	157 880	158 991	0	158 991
. Autres actifs financiers		441	441		530	530
<b>TOTAL</b>	<b>366 066</b>	<b>11 560 198</b>	<b>11 926 264</b>	<b>371 324</b>	<b>11 840 700</b>	<b>12 212 024</b>

### 2b. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	124 710	106 734	17 976	16,84%
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	123 033	123 139	-106	-0,09%
<b>TOTAL</b>	<b>247 743</b>	<b>229 873</b>	<b>17 870</b>	<b>7,77%</b>

La ligne "passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat" correspond essentiellement aux obligations structurées émises par la CFCMNE jusqu'au 31 décembre 2012, classées dans cette catégorie du fait du dérivé qu'elles comprennent. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, les dérivés inclus dans les obligations structurées émises ont fait l'objet d'une comptabilisation séparée, en juste valeur par résultat, les obligations "vanille" étant, quant à elles, enregistrées au coût amorti.

Le montant des " passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat" publié en 2015 était de 127.794 K€ (voir commentaire note 1b).

	30.06.2016			31.12.2015		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
. Titres émis	123 033	104 400	18 633	123 139	99 922	23 217
. Dettes interbancaires	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>123 033</b>	<b>104 400</b>	<b>18 633</b>	<b>123 139</b>	<b>99 922</b>	<b>23 217</b>

## Note 3 : Couverture

### 3a. Instruments dérivés de couverture

	30.06.2016		31.12.2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. Couverture de flux de trésorerie ( Cash flow Hedge )	16	38 907	158	35 929
. Couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	42 614	130 706	45 927	95 077
<b>TOTAL</b>	<b>42 630</b>	<b>169 613</b>	<b>46 085</b>	<b>131 006</b>

### 3b. Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur 30.06.2016	Juste valeur 31.12.2015	Variation de juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	77 184	38 416	38 768
. de passifs financiers	2 651	2 758	-107

## Note 4 : Analyse des instruments dérivés

	30.06.2016			31.12.2015		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés de transaction</b>						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	9 376 607	118 691	104 485	9 013 265	143 428	82 323
Options et instruments conditionnels	0	39 189	20 225	0	15 563	24 411
<i>Instrument de change</i>						
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>9 376 607</b>	<b>157 880</b>	<b>124 710</b>	<b>9 013 265</b>	<b>158 991</b>	<b>106 734</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>						
<i>Couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	3 124 850	42 614	130 706	3 537 520	45 927	95 077
<i>Couverture de Cash Flow Hedge</i>						
Swaps	680 700	16	38 907	885 700	158	35 929
<b>Sous-total</b>	<b>3 805 550</b>	<b>42 630</b>	<b>169 613</b>	<b>4 423 220</b>	<b>46 085</b>	<b>131 006</b>
<b>Total</b>	<b>13 182 157</b>	<b>200 510</b>	<b>294 323</b>	<b>13 436 485</b>	<b>205 076</b>	<b>237 740</b>

## Note 5 : Actifs financiers disponibles à la vente

### 5a. Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
. Effets publics	495 708	446 680	49 028	10,98%
. Obligations et autres titres à revenu fixe	5 717 976	5 700 445	17 531	0,31%
- Cotés	5 351 473	5 170 848	180 625	3,49%
- Non cotés	366 503	529 597	-163 094	-30,80%
. Actions et autres titres à revenu variable	554 423	558 159	-3 736	-0,67%
- Cotés	25 655	105 501	-79 846	-75,68%
- Non cotés	528 768	452 658	76 110	16,81%
. Titres immobilisés	204 597	202 811	1 786	0,88%
- Titres de participations	26 010	24 800	1 210	4,88%
- Autres titres détenus à long terme	15 397	15 441	-44	-0,28%
- Parts dans les entreprises liées	163 190	162 570	620	0,38%
. Créances rattachées	75 650	93 232	-17 582	-18,86%
<b>TOTAL</b>	<b>7 048 354</b>	<b>7 001 327</b>	<b>47 027</b>	<b>0,67%</b>
Dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres	256 409	246 238	10 171	4,13%
Dont titres à revenu fixe dépréciés	3 406	3 336	70	2,10%
Dont dépréciation	-6 071	-5 995	-76	1,27%

En ce qui concerne les titres CIC, la valorisation est essentiellement fondée sur la "méthode de la somme des parties" (SOTP) ; selon ce calcul, la valeur d'une banque est égale à la somme de la valeur de chacun de ses métiers, déduction faite des coûts de holding. Depuis le 1er janvier 2014, la valeur ainsi déterminée est pondérée à 80% et complétée par la prise en compte du cours de bourse à hauteur de 20%. Cette méthode, agréée par l'AMF, conduit à retenir une valeur de 288 euros par action.

### 5b. Liste des principales participations non consolidées

		% détenu	Capitaux propres	Total bilan	PNB ou CA	Résultat
Groupe CIC	Coté	<1	13 133 758	253 976 176	4 782 431	1 117 381
GACM	Non coté	<1	9 359 101	105 953 204	1 565 501	740 054
CCCM Paris	Non coté	13%	580 550	4 666 673	21 520	10 287

Données au 31.12.2015

## 5c. Exposition au risque souverain

### Risque souverain grec

Il n'y a plus d'exposition au risque souverain grec dans le Groupe.

### Autres expositions souveraines relatives aux GIIPS \*

(\* Greece, Ireland, Italy, Portugal, Spain)

#### Autres pays bénéficiant d'un plan de soutien

30.06.2016		
Exposition nette *	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat		
Actifs disponibles à la vente	3 037	20 060
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		
<b>Total</b>	<b>3 037</b>	<b>20 060</b>
<b>Plus/moins values constatées en capitaux propres</b>	<b>32</b>	<b>3 035</b>

31.12.2015		
Exposition nette *	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat		
Actifs disponibles à la vente	3 099	9 050
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		
<b>Total</b>	<b>3 099</b>	<b>9 050</b>
<b>Plus/moins values constatées en capitaux propres</b>	<b>84</b>	<b>735</b>

(\*) Exposition nette : après prise en compte des plus ou moins-values latentes et de la participation aux bénéfices différés revenant aux assurés pour la partie assurances.

#### Autres pays (exposition banques uniquement)

Il n'y a plus d'exposition à d'autres risques souverains dans le Groupe.

## 6. Hiérarchie de juste valeur

30.06.2016	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transferts* N1 => N2	Transferts* N2 => N1
<b>Actifs financiers</b>						
Disponibles à la vente	5 965 370	878 841	204 143	7 048 354	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	501 600	0	0	501 600	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	5 369 970	415 368	1 055	5 786 393	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	93 800	460 156	1 808	555 764	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	0	3 317	38 090	41 407	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	0	0	163 190	163 190	0	0
Transaction / JVO	9 280 224	2 646 040	0	11 926 264	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	367 719	0	0	367 719	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	541 001	2 487 719	0	3 028 720	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	208 186	0	0	208 186	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	8 163 318	0	0	8 163 318	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	441	0	441	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	157 880	0	157 880	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	42 630	0	42 630	0	0
<b>Total</b>	<b>15 245 594</b>	<b>3 567 511</b>	<b>204 143</b>	<b>19 017 248</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Transaction / JVO	5 254	242 489	0	247 743	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	123 033	0	123 033	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	5 254	119 456	0	124 710	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	169 613	0	169 613	0	0
<b>Total</b>	<b>5 254</b>	<b>412 102</b>	<b>0</b>	<b>417 356</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

31.12.2015	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transferts* N1 => N2	Transferts* N2 => N1
<b>Actifs financiers</b>						
Disponibles à la vente	5 822 154	969 448	209 725	7 001 327	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	453 353	0	0	453 353	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	5 256 400	528 550	1 055	5 786 005	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	112 401	440 898	5 859	559 158	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	0	0	40 241	40 241	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	0	0	162 570	162 570	0	0
Transaction / JVO	9 163 905	3 048 119	0	12 212 024	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	331 478	0	0	331 478	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	475 245	2 876 905	0	3 352 150	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	200 640	11 693	0	212 333	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	8 156 542	0	0	8 156 542	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	530	0	530	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	158 991	0	158 991	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	46 085	0	46 085	0	0
<b>Total</b>	<b>14 986 059</b>	<b>4 063 652</b>	<b>209 725</b>	<b>19 259 436</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Transaction / JVO	0	229 873	0	229 873	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	123 139	0	123 139	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	106 734	0	106 734	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	131 006	0	131 006	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>360 879</b>	<b>0</b>	<b>360 879</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* Seuls les transferts significatifs sont renseignés, c'est-à-dire les transferts dont le montant est supérieur à 10% du montant de la ligne "Total" pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.

Niveau 1: cours coté sur un marché actif.

Niveau 2: cours de marchés actifs pour des instruments semblables et techniques de valorisation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables,

Niveau 3: valorisation sur la base de modèles internes contenant des données non observables significatives.

### Hiérarchie de juste valeur – Détail du niveau 3

30.06.2016	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts* N1,N2 => N3	Transferts* N3 => N1,N2
<b>Actifs financiers</b>											
Disponibles à la vente	210 329	1 672	69 495	-3 685	-614	-3 852	302	-69 504	204 143	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	1 055	0	0	0	0	0	0	0	1 055	0	0
- Actions, TAP et autres titres à revenu variable - DALV	5 859	1 304	0	-1	-5 354	0	0	0	1 808	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	40 845	48	0	-3 684	4 740	-3 859	0	0	38 090	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	162 570	320	69 495	0	0	7	302	-69 504	163 190	0	0
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>210 329</b>	<b>1 672</b>	<b>69 495</b>	<b>-3 685</b>	<b>-614</b>	<b>-3 852</b>	<b>302</b>	<b>-69 504</b>	<b>204 143</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>											
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

31.12.2015	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts* N1,N2 => N3	Transferts* N3 => N1,N2
<b>Actifs financiers</b>											
Disponibles à la vente	184 107	2 260	0	-3 352	0	1 217	25 242	251	209 725	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	1 455	0	0	0	0	-400	0	0	1 055	0	0
- Actions, TAP et autres titres à revenu variable - DALV	444	0	0	0	0	0	5 354	61	5 859	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	41 373	2 260	0	-3 352	0	1 617	-1 839	182	40 241	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	140 835	0	0	0	0	0	21 727	8	162 570	0	0
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>184 107</b>	<b>2 260</b>	<b>0</b>	<b>-3 352</b>	<b>0</b>	<b>1 217</b>	<b>25 242</b>	<b>251</b>	<b>209 725</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>											
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* Seuls les transferts les plus significatifs sont renseignés, c'est-à-dire les transferts dont le montant est supérieur à 10% du montant de la ligne "Total" pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.

## Note 7 : Compensation des actifs et passifs financiers

30.06.2016	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
<b>Actifs financiers</b>							
Dérivés	200 510	-	200 510	- 111 139	-	32 440	<b>56 931</b>
Pensions	175 102	-	175 102	- 175 000	-	-	<b>102</b>
<b>Total</b>	<b>375 612</b>	<b>-</b>	<b>375 612</b>	<b>- 286 139</b>	<b>-</b>	<b>32 440</b>	<b>57 033</b>

30.06.2016	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
<b>Passifs financiers</b>							
Dérivés	294 323	-	294 323	- 110 616	-	132 425	<b>51 282</b>
Pensions	575 228	-	575 228	- 175 000	- 400 000	297	<b>69</b>
<b>Total</b>	<b>869 551</b>	<b>-</b>	<b>869 551</b>	<b>- 285 616</b>	<b>- 400 000</b>	<b>132 722</b>	<b>51 213</b>

31.12.2015	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
<b>Actifs financiers</b>							
Dérivés	205 076	-	205 076	- 97 618	-	81 042	<b>26 416</b>
Pensions	175 000	-	175 000	- 175 000	-	-	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>380 076</b>	<b>-</b>	<b>380 076</b>	<b>- 272 618</b>	<b>-</b>	<b>81 042</b>	<b>26 416</b>

31.12.2015	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
<b>Passifs financiers</b>							
Dérivés	237 740	-	237 740	- 97 619	-	50 000	<b>90 121</b>
Pensions	1 076 179	-	1 076 179	- 175 000	- 900 000	-	<b>1 179</b>
<b>Total</b>	<b>1 313 919</b>	<b>-</b>	<b>1 313 919</b>	<b>- 272 619</b>	<b>- 900 000</b>	<b>50 000</b>	<b>91 300</b>

## Note 8 : Clientèle

### 8a. Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Créances saines	14 460 945	14 151 383	309 562	2,19%
. Créances commerciales	15 749	18 189	-2 440	-13,41%
. Autres concours à la clientèle	14 406 936	14 094 775	312 161	2,21%
- crédits à l'habitat	8 030 171	7 918 640	111 531	1,41%
- autres concours et créances diverses dont pensions	6 376 765	6 176 135	200 630	3,25%
. Créances rattachées	38 260	38 419	-159	-0,41%
Créances d'assurance et réassurance	16 070	15 473	597	3,86%
Créances dépréciées sur base individuelle	940 136	966 024	-25 888	-2,68%
<b>Créances brutes</b>	<b>15 417 151</b>	<b>15 132 880</b>	<b>284 271</b>	<b>1,88%</b>
Dépréciations individuelles	-599 087	-613 179	14 092	-2,30%
Dépréciations collectives	-21 573	-23 878	2 305	-9,65%
<b>SOUS TOTAL I</b>	<b>14 796 491</b>	<b>14 495 823</b>	<b>300 668</b>	<b>2,07%</b>
Location financement (investissement net)	1 416 930	1 392 069	24 861	1,79%
. Mobilier	949 227	924 759	24 468	2,65%
. Immobilier	457 542	458 140	-598	-0,13%
. Créances dépréciées sur base individuelle	10 161	9 170	991	10,81%
Dépréciations individuelles	-13 200	-11 784	-1 416	12,02%
<b>SOUS TOTAL II</b>	<b>1 403 730</b>	<b>1 380 285</b>	<b>23 445</b>	<b>1,70%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>16 200 221</b>	<b>15 876 108</b>	<b>324 113</b>	<b>2,04%</b>
dont prêts participatifs	0	0	0	n.s.
dont prêts subordonnés	0	0	0	n.s.



## Opérations de location financement avec la clientèle :

	31.12.2015	Augmentation	Diminution	30.06.2016
Valeur brute comptable	1 392 069	87 401	-62 540	1 416 930
Dépréciations des loyers non recouvrables	-11 784	-3 886	2 470	-13 200
Valeur nette comptable	1 380 285	83 515	-60 070	1 403 730

## 8b. Dettes envers la clientèle

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
. Comptes d'épargne à régime spécial	11 414 096	11 391 403	22 693	0,20%
- à vue	9 474 464	9 560 176	-85 712	-0,90%
- à terme	1 939 632	1 831 227	108 405	5,92%
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	53 909	14 112	39 797	282,01%
<b>Sous-total</b>	<b>11 468 005</b>	<b>11 405 515</b>	<b>62 490</b>	<b>0,55%</b>
. Comptes à vue	4 048 565	3 779 495	269 070	7,12%
. Comptes et emprunts à terme	542 199	677 678	-135 479	-19,99%
. Dettes rattachées	9 381	10 949	-1 568	-14,32%
. Dettes d'assurance et de réassurance	84 123	104 330	-20 207	-19,37%
<b>Sous-total</b>	<b>4 684 268</b>	<b>4 572 452</b>	<b>111 816</b>	<b>2,45%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>16 152 273</b>	<b>15 977 967</b>	<b>174 306</b>	<b>1,09%</b>

## Note 9 : Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
. Titres	247 875	378 319	-130 444	-34,48%
- Effets publics	10 004	10 004	0	0,00%
- Obligations et autres titres à revenu fixe	237 871	368 315	-130 444	-35,42%
. Cotés	129 195	160 086	-30 891	-19,30%
. Non cotés	108 676	208 229	-99 553	-47,81%
. Créances rattachées	7 330	6 334	996	15,72%
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>255 205</b>	<b>384 653</b>	<b>-129 448</b>	<b>-33,65%</b>
dont actifs dépréciés	4 798	4 801	-3	-0,06%
Dépréciations	-4 798	-4 801	3	-0,06%
<b>TOTAL NET</b>	<b>250 407</b>	<b>379 852</b>	<b>-129 445</b>	<b>-34,08%</b>

## Note 10 : Evolution des provisions pour dépréciations

	31.12.2015	Dotation	Reprise	Autres	30.06.2016
Prêts et créances sur la clientèle	-648 841	-32 460	33 000	14 441	-633 860
Titres à revenu fixe en AFS "disponibles à la vente"	-855	-10	0	0	-865
Titres à revenu variable en AFS "disponibles à la vente"	-5 140	-65	0	-1	-5 206
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-4 801	0	0	3	-4 798
<b>Total</b>	<b>-659 637</b>	<b>-32 535</b>	<b>33 000</b>	<b>14 443</b>	<b>-644 729</b>

## Note 11 : Instruments financiers – Reclassements

Néant

La norme de suivi jusqu'à échéance des actifs reclassés ne s'impose qu'aux valeurs réaffectées à des rubriques de "prêts". N'ayant procédé qu'à des reclassements entre catégories de titres, le Groupe ne répond donc pas à ces critères et ne renseigne cet aspect que les années où il opère un reclassement.

## Note 12 : Dettes représentées par un titre

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Bons de caisse	71 142	77 728	-6 586	-8,47%
TMI & TCN	3 328 988	2 303 804	1 025 184	44,50%
Emprunts obligataires	1 506 230	1 351 642	154 588	11,44%
Dettes rattachées	24 218	25 934	-1 716	-6,62%
<b>TOTAL</b>	<b>4 930 578</b>	<b>3 759 108</b>	<b>1 171 470</b>	<b>31,16%</b>

## Note 13 : Impôts

### 13a. Impôts courants

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Actif (par résultat)	69 002	75 975	-6 973	-9,18%
Passif (par résultat)	48 362	91 310	-42 948	-47,04%

### 13b. Impôts différés

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Actif (par résultat)	64 184	68 592	-4 408	-6,43%
Actif (par capitaux propres)	4 448	3 423	1 025	29,94%
Passif (par résultat)	22 110	28 882	-6 772	-23,45%
Passif (par capitaux propres)	38 010	39 303	-1 293	-3,29%

### Répartition des impôts différés par grandes catégories

	30.06.2016		31.12.2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. Reports fiscaux déficitaires	0	0	0	0
. Différences temporaires sur	83 642	75 130	82 529	78 699
- PV/MV différées sur titres disponibles à la vente	0	53 020	0	49 817
- autres gains/pertes latents ou différés	19 458	0	13 937	0
- provisions	58 049	3 240	57 448	6 122
- réserve latente de location financement	0	5 959	646	6 606
- résultats des sociétés transparentes	0	0	0	0
- autres décalages temporaires	6 135	12 911	10 498	16 154
. Compensation	-15 010	-15 010	-10 514	-10 514
<b>Total des actifs et passifs d'impôts différés</b>	<b>68 632</b>	<b>60 120</b>	<b>72 015</b>	<b>68 185</b>

## Note 14 : Comptes de régularisation et actifs et passifs divers

### 14a. Comptes de régularisation et actifs divers

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
<b>Comptes de régularisation actif</b>				
Valeurs reçues à l'encaissement	5 603	4 491	1 112	24,76%
Produits à recevoir	24 239	13 208	11 031	83,52%
Comptes de régularisation divers	42 889	80 150	-37 261	-46,49%
<b>Sous-total</b>	<b>72 731</b>	<b>97 849</b>	<b>-25 118</b>	<b>-25,67%</b>
<b>Autres actifs</b>				
Dépôts de garantie versés	240 297	203 131	37 166	18,30%
Débiteurs divers	237 693	232 504	5 189	2,23%
Stocks et assimilés	6 732	2 562	4 170	162,76%
Autres emplois divers	4 289	4 291	-2	-0,05%
<b>Sous-total</b>	<b>489 011</b>	<b>442 488</b>	<b>46 523</b>	<b>10,51%</b>
<b>Autres actifs d'assurance</b>				
Provisions techniques - Part des réassureurs	32 350	25 976	6 374	24,54%
<b>Sous-total</b>	<b>32 350</b>	<b>25 976</b>	<b>6 374</b>	<b>24,54%</b>
<b>Total</b>	<b>594 092</b>	<b>566 313</b>	<b>27 779</b>	<b>4,91%</b>

## 14b. Comptes de régularisation et passifs divers

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
<b>Comptes de régularisation passif</b>				
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	24	29	-5	-17,24%
Comptes d'ajustement sur devises	8	11	-3	-27,27%
Charges à payer	75 575	85 154	-9 579	-11,25%
Produits constatés d'avance	69 451	69 452	-1	0,00%
Comptes de régularisation divers	54 612	42 895	11 717	27,32%
<b>Sous-total</b>	<b>199 670</b>	<b>197 541</b>	<b>2 129</b>	<b>1,08%</b>
<b>Autres passifs</b>				
Comptes de règlement sur opérations sur titres	0	0	0	n.s.
Versements restant à effectuer sur titres	349 673	387 956	-38 283	-9,87%
Créditeurs divers	1 571 244	1 818 154	-246 910	-13,58%
<b>Sous-total</b>	<b>1 920 917</b>	<b>2 206 110</b>	<b>-285 193</b>	<b>-12,93%</b>
<b>Autres passifs d'assurance</b>				
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>
<b>Total</b>	<b>2 120 587</b>	<b>2 403 651</b>	<b>-283 064</b>	<b>-11,78%</b>

## Note 15 : Participations dans les entreprises mises en équivalence

### Quote-part dans le résultat des entreprises MEE

30.06.2016	Pays	% intérêt	Valeur de MEE	QP de résultat net	Dividendes reçus (1)	JV de la participation (si cotée)
<b>Entités sous influence notable</b>						
Euro Information	FRANCE	10,15	109 871	4 904	315	n.c.
Sicorfé Maintenance	FRANCE	34,00	1 575	76	0	n.c.
Siparex Proximité Innovation	FRANCE	26,06	2 117	152	265	n.c.
Convictions Asset Management	FRANCE	0,00	0	0	0	n.c.
Groupe CHOLET-DUPONT	FRANCE	33,16	12 411	1 214	545	n.c.
LFP Nexity services immobiliers	FRANCE	0,00	0	0	0	n.c.
Forum Holdings BV	PAYS-BAS	24,53	3 282	-599	0	n.c.
Forum Partners Investment Management Limited	ETATS UNIS D AMERIQUE	24,53	807	277	123	n.c.
Inflection Point Capital management Ltd	GRANDE-BRETAGNE	51,43	8 700	-307	0	n.c.
JKC Capital Management Ltd	HONG-KONG	49,16	809	-100	0	n.c.
Tages Capital LLP	GRANDE-BRETAGNE	39,33	1 378	372	1 274	n.c.
2A	FRANCE	19,66	-16	-98	0	n.c.
ALGER Management Ltd	GRANDE-BRETAGNE	49,16	617	170	0	n.c.
La Française AM (écarts d'acquisition sur IPCM UK, Tages et Alger)	(2)		585			n.c.
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)	(2)		1 257			n.c.
La Française Global REIM (écarts d'acquisition sur Forum BV et Forum IM)	(2)		6 132			n.c.
<b>Total</b>			<b>149 525</b>	<b>6 061</b>	<b>2 522</b>	

31.12.2015	Pays	% intérêt	Valeur de MEE	QP de résultat net	Dividendes reçus (1)	JV de la participation (si cotée)
<b>Entités sous influence notable</b>						
Euro Information	FRANCE	10,15	104 171	8 588	315	n.c.
Sicorfé Maintenance	FRANCE	34,00	1 499	108	0	n.c.
Siparex Proximité Innovation	FRANCE	45,61	2 184	288	218	n.c.
Convictions Asset Management	FRANCE	29,45	1 398	-187	0	n.c.
Groupe CHOLET-DUPONT	FRANCE	33,12	10 575	994	443	n.c.
LFP Nexity services immobiliers	FRANCE	23,21	26 028	220	0	n.c.
Forum Holdings BV	PAYS-BAS	24,19	3 565	-422	0	n.c.
Forum Partners Investment Management Limited	ETATS UNIS D AMERIQUE	24,19	644	176	296	n.c.
Inflection Point Capital management Ltd	GRANDE-BRETAGNE	51,35	9 149	-409	0	n.c.
JKC Capital Management Ltd	HONG-KONG	49,09	925	-19	0	n.c.
Tages Capital LLP	GRANDE-BRETAGNE	39,27	2 228	1 228	1 285	n.c.
2A	FRANCE	19,63	81	-657	0	n.c.
ALGER Management Ltd	GRANDE-BRETAGNE	49,09	515	-194	0	n.c.
La Française AM (écarts d'acquisition sur IPCM UK et Tages)	(2)		585			n.c.
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)	(2)		1 257			n.c.
La Française Global REIM (écarts d'acquisition sur Forum BV et Forum IM)	(2)		6 905			n.c.
<b>Total</b>			<b>171 709</b>	<b>9 714</b>	<b>2 557</b>	<b>0</b>

## Données financières publiées par les principales entreprises mises en équivalence

30.06.2016	Total bilan	PNB/CA	RBE	Résultat net	OCI	Capitaux propres
<b>Entités sous influence notable</b>						
Euro Information	1 195 414	511 927	70 739	49 920	89 417	1 041 838
Sicorfé Maintenance	6 456	3 795	305	223	0	4 632
Siparex Proximité Innovation	15 098	6 886	860	573	-290	7 977
Convictions Asset Management	0	0	0	0	0	0
Groupe CHOLET-DUPONT	228 621	9 592	3 563	3 599	0	36 796
LFP Nexity services immobiliers	0	0	0	0	0	0
Forum Holdings BV	45 333	69	-2 507	-2 678	0	14 605
Forum Partners Investment Management Limited	31 372	9 131	1 412	1 237	0	3 593
Inflection Point Capital management Ltd	12 460	869	81	81	0	12 276
JKC Capital Management Ltd	20 308	7 562	-1 729	-1 729	0	13 937
Tages Capital LLP	5 912	5 365	931	931	0	3 446
2A	8 849	4 146	-490	-490	0	-83
ALGER Management Ltd	1 995	2 230	264	264	0	1 020

31.12.2015	Total bilan	PNB/CA	RBE	Résultat net	OCI	Capitaux propres
<b>Entités sous influence notable</b>						
Euro Information	1 184 418	973 075	101 966	59 934	77 488	983 276
CMH Gestion	0	0	0	0	0	0
Sicorfé Maintenance	6 279	7 231	407	317	0	4 409
Siparex Proximité Innovation	7 812	6 351	786	624	-227	4 704
Convictions Asset Management	7 104	6 622	-525	43	0	5 328
Groupe CHOLET-DUPONT	177 653	22 568	5 555	2 948	0	31 351
LFP Nexity services immobiliers	209 691	72 426	920	893	0	105 635
Forum Holdings BV	36 522	2 942	-1 318	-1 901	0	15 751
Forum Partners Investment Management Limited	34 209	19 938	1 444	792	0	2 845
Inflection Point Capital management Ltd	12 344	1 075	-385	-385	0	12 195
JKC Capital Management Ltd	23 545	17 592	-329	-329	0	15 612
Tages Capital LLP	10 434	13 388	3 470	3 070	0	5 570
2A	9 593	6 065	-3 285	-3 285	0	407
ALGER Management Ltd	1 998	564	-282	-282	0	756

N.B. : Ces données correspondent aux informations individuelles résumées des entités et sont communiquées en devises

## Rapprochement entre les informations financières résumées et la valeur de mise en équivalence

30.06.2016	Capitaux propres en devise	Capitaux propres convertis en M€	Retraitements de consolidation	Ecart d'acquisition	Valeur de MEE
<b>Entités sous influence notable</b>					
Euro Information	1 041 838	1 041 838	-931 967	0	109 871
Sicorfé Maintenance	4 632	4 632	-3 057	0	1 575
Siparex Proximité Innovation	7 977	7 977	-5 860	0	2 117
Convictions Asset Management	0	0	0	0	0
Groupe CHOLET-DUPONT	36 796	36 796	-24 385	0	12 411
LFP Nexity services immobiliers	0	0	0	0	0
Forum Holdings BV	14 605	13 155	-9 873	0	3 282
Forum Partners Investment Management Limited	3 593	3 236	-2 429	0	807
Inflection Point Capital management Ltd	12 276	14 853	-6 153	0	8 700
JKC Capital Management Ltd	13 937	1 618	-809	0	809
Tages Capital LLP	3 446	3 446	-2 068	0	1 378
2A	-83	-83	67	0	-16
ALGER Management Ltd	1 020	1 234	-617	0	617
La Française AM (écarts d'acquisition sur IPCM UK, Tages et Alger)				585	585
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)				1 257	1 257
La Française Global REIM (écarts d'acquisition sur Forum BV et Forum IM)				6 132	6 132
<b>Total</b>		<b>1 128 703</b>	<b>-987 152</b>	<b>7 974</b>	<b>149 525</b>

31.12.2015	Capitaux propres en devise	Capitaux propres convertis en M€	Retraitements de consolidation	Ecart d'acquisition	Valeur de MEE
<b>Entités sous influence notable</b>					
Euro Information	983 276	983 276	-879 105	0	104 171
Sicorfé Maintenance	4 409	4 409	-2 910	0	1 499
Siparex Proximité Innovation	4 704	4 704	-2 520	0	2 184
Convictions Asset Management	5 328	5 328	-3 930	0	1 398
Groupe CHOLET-DUPONT	31 351	31 351	-20 776	0	10 575
LFP Nexity services immobiliers	105 635	105 635	-79 607	0	26 028
Forum Holdings BV	15 751	14 468	-10 903	0	3 565
Forum Partners Investment Management Limited	2 845	2 613	-1 969	0	644
Inflection Point Capital management Ltd	12 195	16 616	-7 467	0	9 149
JKC Capital Management Ltd	15 612	1 850	-925	0	925
Tages Capital LLP	5 570	5 570	-3 342	0	2 228
2A	407	407	-326	0	81
ALGER Management Ltd	756	1 030	-515	0	515
La Française AM				585	585
Nouvelles Expertises et Talents AM				1 257	1 257
La Française Global Real Estate Investment Management Limited				6 905	6 905
<b>Total</b>		<b>1 177 257</b>	<b>-1 014 295</b>	<b>8 747</b>	<b>171 709</b>

## Note 16 : Immeubles de placement

	31.12.2015	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2016
Coût historique	77 991	6 262	-5 396	0	78 857
Amortissement et dépréciation	-34 664	-1 344	4 490	-4	-31 522
<b>Montant net</b>	<b>43 327</b>	<b>4 918</b>	<b>-906</b>	<b>-4</b>	<b>47 335</b>

La juste valeur de ces immeubles (enregistrés au coût) était de 88.680 K€ au 31 décembre 2015. Elle est déterminée à dire d'expert.

## Note 17 : Immobilisations corporelles et incorporelles

### 17a. Immobilisations corporelles

	31.12.2015	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2016
<b>Coût historique</b>					
Terrains d'exploitation	66 122	0	-50 413	0	15 709
Constructions d'exploitation	268 990	349	-77 618	491	192 212
Autres immobilisations corporelles	288 257	5 853	-4 402	-677	289 031
<b>Total</b>	<b>623 369</b>	<b>6 202</b>	<b>-132 433</b>	<b>-186</b>	<b>496 952</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
Constructions d'exploitation	-105 852	-5 146	2 165	-131	-108 964
Autres immobilisations corporelles	-172 698	-9 451	3 601	190	-178 358
<b>Total</b>	<b>-278 550</b>	<b>-14 597</b>	<b>5 766</b>	<b>59</b>	<b>-287 322</b>
<b>Montant net</b>	<b>344 819</b>	<b>-8 395</b>	<b>-126 667</b>	<b>-127</b>	<b>209 630</b>

## 17b. Immobilisations incorporelles

	31.12.2015	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2016
<b>Coût historique</b>					
. Immobilisations générées en interne	74 889	0	-582	0	74 307
. Immobilisations acquises	75 400	1 736	-1 937	-81	75 118
- logiciels	34 776	720	-1 937	0	33 559
- autres	40 624	1 016	0	-81	41 559
<b>Total</b>	<b>150 289</b>	<b>1 736</b>	<b>-2 519</b>	<b>-81</b>	<b>149 425</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
. Immobilisations générées en interne	-58 951	-3 890	582	-53	-62 312
. Immobilisations acquises	-50 766	-2 417	1 634	424	-51 125
- logiciels	-30 785	-1 271	1 633	0	-30 423
- autres	-19 981	-1 146	1	424	-20 702
<b>Total</b>	<b>-109 717</b>	<b>-6 307</b>	<b>2 216</b>	<b>371</b>	<b>-113 437</b>
<b>Montant net</b>	<b>40 572</b>	<b>-4 571</b>	<b>-303</b>	<b>290</b>	<b>35 988</b>

## Note 18 : Ecarts d'acquisition

	31.12.2015	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2016
Ecart d'acquisition brut *	203 666	0	0	0	203 666
Dépréciations	-1 915	0	0	-1	-1 916
<b>Ecart d'acquisition net</b>	<b>201 751</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>201 750</b>

\* dont 19.255 K€ correspondant au cumul des amortissements au 1/1/2005

## Détail des écarts d'acquisition

Unités de Gestion de Trésorerie (U.G.T.)	Valeur de l'EA au 31.12.2015	Augmentation	Diminution	Valeur de l'EA au 30.06.2016
Belgique	2 343			2 343
Assurances	17 807			17 807
Gestion pour Compte de Tiers	180 876			180 875
Services et Autres	725			725
<b>TOTAL</b>	<b>201 751</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>201 750</b>

Une approche multi-méthodologique a été retenue pour effectuer les tests de dépréciation des écarts d'acquisition sur le pôle Gestion pour Compte de Tiers (qui représentent 90% du total net du poste). Dans ce contexte et conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers, la juste valeur, établie par un cabinet extérieur, a été déterminée selon une approche multicritères : éléments de rentabilité et de risques propres, référence à des entreprises comparables dont la valeur est connue et formule de valorisation retenue dans les pactes d'actionnaires. Notamment, concernant la valorisation de cette UGT "Gestion pour Compte de Tiers", l'analyse en sensibilité de la méthode DCF au coût des fonds propres (+/- 0,5% par rapport à une hypothèse de base à 10%) et au taux de croissance à l'infini (+/- 0,2% par rapport à une hypothèse de base à 2%) conduit à une valeur comprise entre 501 M€ et 597 M€. Ces tests étant réalisés annuellement, les données chiffrées du commentaire correspondent au 31 décembre 2015.

## Note 19 : Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Vie	10 542 974	10 700 284	-157 310	-1,47%
Non vie	180 065	170 767	9 298	5,44%
Unités de compte	1 784 288	1 705 998	78 290	4,59%
Autres	14 277	10 632	3 645	34,28%
<b>TOTAL</b>	<b>12 521 604</b>	<b>12 587 681</b>	<b>-66 077</b>	<b>-0,52%</b>
Dont participation aux bénéfices différée passive	1 028 171	1 192 346	-164 175	-13,77%
Participation aux bénéfices différée active	0	0	0	n.s.
Part des réassureurs dans les provisions techniques	32 350	25 976	6 374	24,54%
<b>PROVISIONS TECHNIQUES NETTES</b>	<b>12 489 254</b>	<b>12 561 705</b>	<b>-72 451</b>	<b>-0,58%</b>

## Note 20 : Provisions

	31.12.2015	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Variation de juste valeur	Autres variations	30.06.2016
<b>Provisions pour risques</b>	<b>9 477</b>	<b>722</b>	<b>-929</b>	<b>-122</b>	<b>0</b>	<b>640</b>	<b>9 788</b>
Sur engagements par signature	1 455	345	-416	0	0	0	1 384
Sur engagements de financement et de garantie	3 006	0	0	0	0	640	3 646
Provision pour impôt	59	0	0	0	0	0	59
Provisions pour litiges	2 852	87	-280	-71	0	0	2 588
Provisions pour risques sur créances diverses	2 105	290	-233	-51	0	0	2 111
<b>Autres provisions</b>	<b>36 633</b>	<b>3 433</b>	<b>-4 601</b>	<b>-2 077</b>	<b>0</b>	<b>-639</b>	<b>32 749</b>
Provision pour épargne logement	8 639	2 438	0	0	0	0	11 077
Provisions pour éventualité diverses	26 999	995	-4 601	-2 040	0	-639	20 714
Autres provisions	995	0	0	-37	0	0	958
<b>Provisions pour engagements de retraite</b>	<b>100 620</b>	<b>6 962</b>	<b>-7 045</b>	<b>-214</b>	<b>12 907</b>	<b>32</b>	<b>113 262</b>
<b>Total</b>	<b>146 730</b>	<b>11 117</b>	<b>-12 575</b>	<b>-2 413</b>	<b>12 907</b>	<b>33</b>	<b>155 799</b>

	31.12.2014	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Variation de juste valeur	Autres variations	31.12.2015
<b>Provisions pour risques</b>	<b>10 337</b>	<b>2 334</b>	<b>-1 794</b>	<b>-1 677</b>	<b>0</b>	<b>277</b>	<b>9 477</b>
Sur engagements par signature	1 317	737	0	-598	0	-1	1 455
Sur engagements de financement et de garantie	3 006	0	0	0	0	0	3 006
Provision pour impôt	59	0	0	0	0	0	59
Provisions pour litiges	3 674	1 011	-1 233	-599	0	-1	2 852
Provisions pour risques sur créances diverses	2 281	586	-561	-480	0	279	2 105
<b>Autres provisions</b>	<b>34 279</b>	<b>6 558</b>	<b>-2 182</b>	<b>-1 784</b>	<b>0</b>	<b>-238</b>	<b>36 633</b>
Provision pour épargne logement	6 106	2 533	0	0	0	0	8 639
Provisions pour éventualité diverses	26 323	3 965	-2 182	-867	0	-240	26 999
Autres provisions	1 850	60	0	-917	0	2	995
<b>Provisions pour engagements de retraite</b>	<b>94 986</b>	<b>12 890</b>	<b>-221</b>	<b>-4 369</b>	<b>-2 597</b>	<b>-69</b>	<b>100 620</b>
<b>Total</b>	<b>139 602</b>	<b>21 782</b>	<b>-4 197</b>	<b>-7 830</b>	<b>-2 597</b>	<b>-30</b>	<b>146 730</b>

La variation de juste valeur est liée à l'évolution des écarts actuariels sur les Indemnités de Fin de Carrière.

### Provisions PEL / CEL

	0-4 ans	4-10 ans	+10 ans	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	1 005 241	225 412	394 194	1 624 847
Montant des provisions sur PEL	6 688	1 397	740	8 825
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne				232 349
Montant des provisions sur CEL				1 754
Dotations Provisions EL				(2 438)
Reprises Provisions EL				0
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				32 047
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				498

## Engagements de retraite et avantages similaires

	31.12.2015	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres variations	30.06.2016
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière	97 207	3 462	-4 147	12 907	420	109 849
Compléments de retraite	1 312	3 500	-3 112	0	-388	1 312
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	2 101	0	0	0	0	2 101
<b>Total comptabilisé</b>	<b>100 620</b>	<b>6 962</b>	<b>-7 259</b>	<b>12 907</b>	<b>32</b>	<b>113 262</b>

	31.12.2014	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres variations	31.12.2015
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière	91 106	12 630	-4 447	-2 597	515	97 207
Compléments de retraite	1 639	257	0	0	-584	1 312
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	2 241	3	-143	0	0	2 101
<b>Total comptabilisé</b>	<b>94 986</b>	<b>12 890</b>	<b>-4 590</b>	<b>-2 597</b>	<b>-69</b>	<b>100 620</b>

La variation de juste valeur provient des écarts actuariels (voir tableau provisions ci-dessus)

## Note 21 : Dettes subordonnées

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Dettes subordonnées	511 600	511 600	0	0,00%
Dettes subordonnées à durée indéterminée	150 419	150 654	-235	-0,16%
Dettes rattachées	3 434	5 300	-1 866	-35,21%
<b>TOTAL</b>	<b>665 453</b>	<b>667 554</b>	<b>-2 101</b>	<b>-0,31%</b>

## Caractéristiques des principales dettes subordonnées

Type	Date	Montant	Montant	Échéance
	Emission	Emission	fin d'exercice	
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée CFCMNE	2004	150 000	150 000	-
- détention groupe CMNE		-18 320	13 762	
TSR structurés CFCMNE (8 lignes)	2014	41 600	41 600	2024
TSR structurés CFCMNE (2 lignes)	2014	175 000	175 000	2026
TSR structurés CFCMNE (3 lignes)	2015	55 000	55 000	2025
TSR CFCMNE (1 ligne)	2015	40 000	40 000	2027
TSR structuré CFCMNE (1 ligne)	2015	50 000	50 000	2030
TSR ACMN Vie	2014	150 000	150 000	2024
Autres			14 181	
Dettes rattachées			3 434	
			<b>665 453</b>	

## Note 22 : Capitaux propres

### 22a. Capitaux propres part du Groupe (hors résultat et gains et pertes latents)

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Capital et réserves liées au capital	1 279 611	1 269 013	10 598	0,84%
- Capital	1 276 861	1 266 263	10 598	0,84%
- Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	2 750	2 750	0	0,00%
Réserves consolidées	1 202 354	1 013 975	188 379	18,58%
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	1 279 844	1 096 842	183 002	16,68%
- Report à nouveau	-77 490	-82 867	5 377	-6,49%
<b>Total</b>	<b>2 481 965</b>	<b>2 282 988</b>	<b>198 977</b>	<b>8,72%</b>



## 22b. Gains ou pertes latents différés part du Groupe

	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Gains ou pertes latents ou différés * liés aux :				
- actifs disponibles à la vente	201 720	195 221	6 499	3,33%
- dérivés de couverture (CFH)	-22 612	-20 488	-2 124	10,37%
- réserves de conversion	767	1 859	-1 092	-58,74%
- autres	-14 599	-6 096	-8 503	139,48%
<b>Total</b>	<b>165 276</b>	<b>170 496</b>	<b>-5 220</b>	<b>-3,06%</b>

\* soldes net d'IS et après traitement de la comptabilité reflet

## 22c. Entités intégrées globalement ayant des minoritaires significatifs

30.06.2016	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives à l'entité intégrée globalement*			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net revenant aux minoritaires	Montant dans les capitaux propres des intérêts minoritaires	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Résultat net	OCI	PNB
ACMN IARD	49%	2 842	31 899	9 210	194 323	5 800	3 223	17 744

31.12.2015	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives à l'entité intégrée globalement*			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net revenant aux minoritaires	Montant dans les capitaux propres des intérêts minoritaires	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Résultat net	OCI	PNB
ACMN IARD	49%	9 628	31 010	7 301	193 734	19 648	2 262	47 551

\* Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques.

Cette information est communiquée pour les entités dont la part des minoritaires représente au moins 10% du total des intérêts minoritaires.

## Note 23 : Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
<b>Engagements de financement</b>				
Engagements en faveur d'établissements de crédit	51 996	51 996	0	0,00%
Engagements en faveur de la clientèle	2 470 848	2 407 440	63 408	2,63%
<b>Engagements de garantie</b>				
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	29 928	67 442	-37 514	-55,62%
Engagements d'ordre de la clientèle	449 796	397 960	51 836	13,03%
<b>Engagements sur titres</b>				
Autres engagements donnés	1 202	1 448	-246	-16,99%

Engagements reçus	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
<b>Engagements de financement</b>				
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 101 102	1 311 836	-210 734	-16,06%
Engagements reçus de la clientèle	0	0	0	n.s.
<b>Engagements de garantie</b>				
Engagements reçus d'établissements de crédit	2 986 204	2 903 338	82 866	2,85%
Engagements reçus de la clientèle	5 687 947	5 656 691	31 256	0,55%
<b>Engagements sur titres</b>				
Autres engagements reçus	76 202	1 448	74 754	n.s.

## Titres et valeurs donnés en pension

Titres et valeurs donnés en pension	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Actifs donnés en pension	0	351	-351	-100,00%
Passifs associés	575 000	1 075 000	-500 000	-46,51%
<b>Total</b>	<b>575 000</b>	<b>1 075 351</b>	<b>-500 351</b>	<b>-46,53%</b>

## Actifs donnés en garantie de passif

Autres actifs donnés en garantie de passif	30.06.2016	31.12.2015	Variation	
Titres prêtés	268 052	81 658	186 394	228,26%
Dépôts de garantie sur opérations de marché	240 297	203 131	37 166	18,30%
<b>Total</b>	<b>508 349</b>	<b>284 789</b>	<b>223 560</b>	<b>78,50%</b>

## 2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### Note 24 : Intérêts et produits / charges assimilés

	30.06.2016		30.06.2015		31.12.2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
. Etablissements de crédit & banques centrales	17 657	-8 345	23 169	-9 647	43 137	-24 372
. Clientèle	507 905	-253 898	526 474	-259 989	1 039 558	-511 850
- dont location financement et location simple	207 693	-188 771	199 071	-178 072	403 216	-360 920
. Instruments dérivés de couverture	3 835	-20 269	12 833	-21 363	12 719	-40 264
. Actifs financiers disponibles à la vente	17 998		24 438		53 769	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 609		3 909		7 737	
. Dettes représentées par un titre		-32 884		-37 823		-71 475
. Dettes subordonnées		-4 250		-1 418		-2 515
<b>TOTAL</b>	<b>551 004</b>	<b>-319 646</b>	<b>590 823</b>	<b>-330 240</b>	<b>1 156 920</b>	<b>-650 476</b>
dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE	547 169	-299 377	577 990	-308 877	1 144 201	-610 212
dont intérêts sur passifs au cout amorti		-299 377		-308 877		-610 212

### Note 25 : Commissions

	30.06.2016		30.06.2015		31.12.2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	870	-189	3 208	-101	3 127	-180
Clientèle	40 567	-801	42 421	-654	87 250	-1 440
Titres	12 407	-640	14 681	-2 521	23 768	-4 456
<i>dont activités gérées pour compte de tiers</i>	<i>2 597</i>		<i>2 738</i>		<i>3 519</i>	
Instruments dérivés	1	0	2	0	5	0
Change	113	0	117	0	193	0
Engagements de financement et de garantie	60	-352	70	-85	135	-219
Prestations de services	41 849	-23 278	44 387	-27 551	92 368	-52 080
<b>TOTAL</b>	<b>95 867</b>	<b>-25 260</b>	<b>104 886</b>	<b>-30 912</b>	<b>206 846</b>	<b>-58 375</b>

### Note 26 : Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
Instruments de transaction	-14 915	-7 726	-7 189	93,05%	27 180
Instruments à la juste valeur sur option	12 717	12 030	687	5,71%	1 129
Inefficacité des couvertures	5 318	113	5 205	n.s.	-6 513
. Sur couverture de juste valeur (FVH)	5 318	113	5 205	n.s.	-6 513
. Variations de juste valeur des éléments couverts	43 444	-22 817	66 261	-290,40%	-7 479
. Variations de juste valeur des éléments de couverture	-38 126	22 930	-61 056	-266,27%	966
Résultat de change	87	1 095	-1 008	-92,05%	2 417
<b>Total des variations de juste valeur</b>	<b>3 207</b>	<b>5 512</b>	<b>-2 305</b>	<b>-41,82%</b>	<b>24 213</b>
<i>dont dérivés de transaction</i>	<i>-11 594</i>	<i>-16 696</i>	<i>5 102</i>	<i>-30,56%</i>	<i>19 785</i>

## Note 27 : Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2016			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		974	0	974
. Actions et autres titres à revenu variable	4 831	1 034	-51	5 814
. Titres immobilisés	5 430	-311	-14	5 105
. Autres	0	-107	0	-107
<b>Total</b>	<b>10 261</b>	<b>1 590</b>	<b>-65</b>	<b>11 786</b>

	30.06.2015			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		2 394	0	2 394
. Actions et autres titres à revenu variable	5 013	-314	2 501	7 200
. Titres immobilisés	5 264	-1 427	79	3 916
. Autres	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>10 277</b>	<b>653</b>	<b>2 580</b>	<b>13 510</b>

	31.12.2015			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		1 022	0	1 022
. Actions et autres titres à revenu variable	9 478	2 419	2 362	14 259
. Titres immobilisés	5 343	2 199	82	7 624
. Autres	0	-4	0	-4
<b>Total</b>	<b>14 821</b>	<b>5 636</b>	<b>2 444</b>	<b>22 901</b>

## Note 28 : Produits et charges des autres activités

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
<b>Produits des autres activités</b>					
. Contrats d'assurance	644 457	981 091	-336 634	-34,31%	1 675 267
. Immeubles de placement :	1 133	1 352	-219	-16,20%	1 370
- reprises de provisions/amortissements	1 133	119	1 014	852,10%	119
- plus values de cession	0	1 233	-1 233	-100,00%	1 251
. Charges refacturées	4 662	3 573	1 089	30,48%	15 135
. Autres produits	136 662	121 827	14 835	12,18%	283 840
<b>Sous-total</b>	<b>786 914</b>	<b>1 107 843</b>	<b>-320 929</b>	<b>-28,97%</b>	<b>1 975 612</b>
<b>Charges des autres activités</b>					
. Contrats d'assurance	-533 219	-827 104	293 885	-35,53%	-1 399 959
. Immeubles de placement :	-1 345	-1 345	0	0,00%	-2 714
- dotations aux provisions/amortissements	-1 345	-1 345	0	0,00%	-2 714
- moins values de cession	0	0	0	n.s.	0
. Autres charges	-53 945	-43 424	-10 521	24,23%	-101 499
<b>Sous-total</b>	<b>-588 509</b>	<b>-871 873</b>	<b>283 364</b>	<b>-32,50%</b>	<b>-1 504 172</b>
<b>Total net des autres produits et charges</b>	<b>198 405</b>	<b>235 970</b>	<b>-37 565</b>	<b>-15,92%</b>	<b>471 440</b>

### Détail des produits nets des activités d'assurance

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
Primes acquises	537 058	619 427	-82 369	-13,30%	1 209 577
Charges des prestations	-472 961	-482 002	9 041	-1,88%	-1 704 876
Variations des provisions	-47 756	-327 926	280 170	-85,44%	333 966
Autres charges et produits techniques et non techniques	-4 775	-4 483	-292	6,51%	-16 530
Produits nets des placements	99 672	348 971	-249 299	-71,44%	453 171
<b>Total</b>	<b>111 238</b>	<b>153 987</b>	<b>-42 749</b>	<b>-27,76%</b>	<b>275 308</b>

## Note 29 : Frais généraux

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
Charges de personnel	-223 753	-226 055	2 302	-1,02%	-451 971
Autres charges	-196 134	-203 494	7 360	-3,62%	-367 348
<b>TOTAL</b>	<b>-419 887</b>	<b>-429 549</b>	<b>9 662</b>	<b>-2,25%</b>	<b>-819 319</b>

Le montant publié en "charges de personnel" au 30 juin 2015 était de 223.698 K€ L'augmentation de ces charges de 2.357 K€ correspond à l'impact de l'enregistrement de la variation du premier semestre 2015 de la dette envers certains salariés dans le cadre de la distribution d'actions gratuites par une société du Groupe.

## 29a. Charges de personnel

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
Salaires et traitements	-135 273	-136 599	1 326	-0,97%	-268 050
Charges sociales	-62 662	-63 585	923	-1,45%	-129 301
Intéressement et participation des salariés	-11 568	-13 290	1 722	-12,96%	-28 769
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-13 861	-12 581	-1 280	10,17%	-25 595
Autres	-389	0	-389	n.s.	-256
<b>TOTAL</b>	<b>-223 753</b>	<b>-226 055</b>	<b>2 302</b>	<b>-1,02%</b>	<b>-451 971</b>

## Effectifs moyens

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
Techniciens de la banque	2 413	2 414	-1	-0,04%	2 419
Cadres	2 214	2 082	132	6,34%	2 180
<b>Total</b>	<b>4 627</b>	<b>4 496</b>	<b>131</b>	<b>2,91%</b>	<b>4 599</b>

## 29b. Autres charges d'exploitation

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
Impôts et taxes	-33 899	-46 842	12 943	-27,63%	-44 408
Services extérieurs	-108 949	-103 840	-5 109	4,92%	-215 483
Autres charges diverses	-33 088	-33 604	516	-1,54%	-64 635
<b>Total</b>	<b>-175 936</b>	<b>-184 286</b>	<b>8 350</b>	<b>-4,53%</b>	<b>-324 526</b>

## 29c. Dotations / reprises sur amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
Amortissements :	-20 198	-19 208	-990	5,15%	-42 822
- immobilisations corporelles	-14 600	-13 534	-1 066	7,88%	-27 833
- immobilisations incorporelles	-5 598	-5 674	76	-1,34%	-14 989
Dépréciations :	0	0	0	n.s.	0
- immobilisations corporelles	0	0	0	n.s.	0
- immobilisations incorporelles	0	0	0	n.s.	0
<b>Total</b>	<b>-20 198</b>	<b>-19 208</b>	<b>-990</b>	<b>5,15%</b>	<b>-42 822</b>

## Note 30 : Coût du risque

30.06.2016	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-305	0	-305
Clientèle	-28 790	30 192	-5 420	-1 462	217	-5 263
. Location financement	-871	689	-198	-27	0	-407
. Autres - clientèle	-27 919	29 503	-5 222	-1 435	217	-4 856
<b>Sous total</b>	<b>-28 790</b>	<b>30 192</b>	<b>-5 420</b>	<b>-1 767</b>	<b>217</b>	<b>-5 568</b>
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	2	0	0	0	2
Actifs financiers disponibles à la vente	-10	0	0	0	0	-10
Autres	-927	797	0	-5	0	-135
<b>Total</b>	<b>-29 727</b>	<b>30 991</b>	<b>-5 420</b>	<b>-1 772</b>	<b>217</b>	<b>-5 711</b>

30.06.2015	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-477	0	-477
Clientèle	-47 919	53 477	-20 048	-1 252	266	-15 476
. Location financement	-774	1 590	-625	-15	6	182
. Autres - clientèle	-47 145	51 887	-19 423	-1 237	260	-15 658
<b>Sous total</b>	<b>-47 919</b>	<b>53 477</b>	<b>-20 048</b>	<b>-1 729</b>	<b>266</b>	<b>-15 953</b>
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-7	1 217	0	0	0	1 210
Actifs financiers disponibles à la vente	0	0	-1 206	0	0	-1 206
Autres	-1 449	886	0	0	0	-563
<b>Total</b>	<b>-49 375</b>	<b>55 580</b>	<b>-21 254</b>	<b>-1 729</b>	<b>266</b>	<b>-16 512</b>

31.12.2015	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-923	0	-923
Clientèle	-50 537	101 830	-65 943	-2 932	489	-17 093
. Location financement	-1 376	2 475	-1 571	-25	15	-482
. Autres - clientèle	-49 161	99 355	-64 372	-2 907	474	-16 611
<b>Sous total</b>	<b>-50 537</b>	<b>101 830</b>	<b>-65 943</b>	<b>-3 855</b>	<b>489</b>	<b>-18 016</b>
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-7	1 217	0	0	0	1 210
Actifs financiers disponibles à la vente	-427	0	-1 206	0	0	-1 633
Autres	-1 687	1 704	-24	-9	0	-16
<b>Total</b>	<b>-52 658</b>	<b>104 751</b>	<b>-67 173</b>	<b>-3 864</b>	<b>489</b>	<b>-18 455</b>

### Note 31 : Gains ou pertes sur autres actifs

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
Immobilisations corporelles et incorporelles	-36	142	-178	-125,35%	-331
. Moins-values de cession	-97	-440	343	-77,95%	-1 484
. Plus-values de cession	61	582	-521	-89,52%	1 153
Gains ou pertes nets sur titres consolidés	0	0	0	n.s.	0
<b>TOTAL</b>	<b>-36</b>	<b>142</b>	<b>-178</b>	<b>-125,35%</b>	<b>-331</b>

### Note 32 : Variations de valeur des écarts d'acquisition

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	0	n.s.	0
Ecart d'acquisition négatif passé en résultat	0	0	0	n.s.	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>	<b>0</b>

### Note 33 : Impôt sur les bénéfices

#### Décomposition de la charge d'impôt

	30.06.2016	30.06.2015	Variation		31.12.2015
Charge d'impôt exigible	-38 691	-55 930	17 239	-30,82%	-122 360
Charge d'impôt différé	2 392	-2 207	4 599	-208,38%	1 248
Ajustements au titre des exercices antérieurs	740	61	679	n.s.	25
<b>TOTAL</b>	<b>-35 559</b>	<b>-58 076</b>	<b>22 517</b>	<b>-38,77%</b>	<b>-121 087</b>

## NOTES RELATIVES A L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES

### Note 34 : Recyclage des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	30.06.2016	30.06.2015	31.12.2015
	Mouvements	Mouvements	Mouvements
<b>Ecarts de conversion</b>			
Reclassement vers le résultat	0	0	0
Autres mouvements	-1 049	1 119	1 047
<b>Sous-total</b>	<b>-1 049</b>	<b>1 119</b>	<b>1 047</b>
<b>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</b>			
Reclassement vers le résultat	-38	-447	-659
Autres mouvements	5 747	-14 671	5 189
<b>Sous-total</b>	<b>5 709</b>	<b>-15 118</b>	<b>4 530</b>
<b>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</b>			
Reclassement vers le résultat	0	0	0
Autres mouvements	-2 124	3 271	3 597
<b>Sous-total</b>	<b>-2 124</b>	<b>3 271</b>	<b>3 597</b>
<b>Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies</b>	<b>-8 503</b>	<b>2 223</b>	<b>1 463</b>
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	1 192	303	946
<b>TOTAL</b>	<b>-4 775</b>	<b>-8 202</b>	<b>11 583</b>

## Note 35 : Impôt relatif à chaque composante des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	30.06.2016			30.06.2015			31.12.2015		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Ecart de conversion	-1 049	0	-1 049	1 119	0	1 119	1 047	0	1 047
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	8 913	-3 204	5 709	-28 078	12 960	-15 118	-8 650	13 180	4 530
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-3 240	1 116	-2 124	5 290	-2 019	3 271	7 634	-4 037	3 597
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	-12 909	4 406	-8 503	3 287	-1 064	2 223	2 597	-1 134	1 463
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	1 258	-66	1 192	320	-17	303	1 046	-100	946
<b>Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>-7 027</b>	<b>2 252</b>	<b>-4 775</b>	<b>-18 062</b>	<b>9 860</b>	<b>-8 202</b>	<b>3 674</b>	<b>7 909</b>	<b>11 583</b>

## V INFORMATIONS SECTORIELLES

En matière d'information sectorielle, le CMNE communique sur deux niveaux. L'information par secteur d'activité constitue le premier niveau, et celle par secteur géographique le second niveau.

### Ⓢ Information sectorielle par activité. Premier niveau

Le groupe CMNE est organisé selon six pôles d'activité :

- Bancassurance France
- Bancassurance Belgique
- Entreprises
- Assurances
- Gestion pour compte de tiers
- Services et activités diverses

Le détail des entités composant chacun de ces pôles d'activité est donné dans les tableaux suivants :

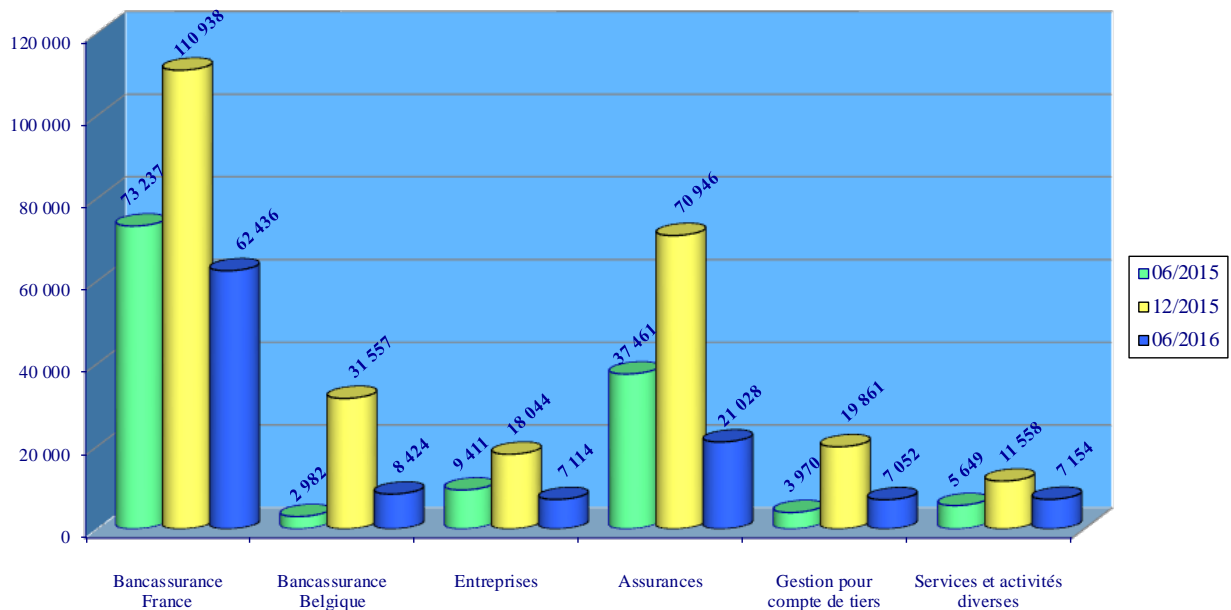
Société	Activité	2015			2016		
		% Intérêt	% Contrôle	Méthode	% Intérêt	% Contrôle	Méthode
<b><i>Bancassurance France</i></b>							
<i>Crédit Mutuel Nord Europe</i>	Etablissement de crédit	100,00	100,00	Sté mère	100,00	100,00	Sté mère
Cumul SCI	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
FCP Richebé Gestion	Fonds dédié	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMNE Home Loans FCT	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GIE CMN Prestations	Groupement de moyens	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SA Immobilière du CMN	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
THEIA	Immobilier	80,00	80,00	IG	80,00	80,00	IG
CMNE CAP SENIORS	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
<b><i>Bancassurance Belgique</i></b>							
<i>CMNE Belgium</i>	Opérations financières	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
BKCP Immo IT SCRL	Société de moyens	95,92	95,92	IG	95,92	95,92	IG
BKCP Securities	Gestion de patrimoine	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Beobank	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
BKCP Banque SA	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	0,00	0,00	IG
Immo W16	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Mobilease	Leasing mobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
OBK SCRL	Opérations financières	99,99	100,00	IG	99,99	100,00	IG
<b><i>Entreprises</i></b>							
<i>BCMNE</i>	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Bail Actéa	Crédit bail mobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Lease	Crédit bail immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Partenariat	Capital Développement	99,65	99,65	IG	99,65	99,65	IG
<b><i>Assurances</i></b>							
<i>Nord Europe Assurances</i>	Gestion collective assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ACMN IARD	Assurance	51,00	51,00	IG	51,00	51,00	IG
ACMN Vie	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CP - BK Reinsurance	Réassurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Courtage CMNE	Courtage assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Life Luxembourg	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Retraite	Gestion PERP	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
North Europe Life Belgium	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SPV JARNA	Gestion d'actifs	98,18	100,00	IG	98,32	100,00	IG

Société	Activité	2015			2016		
		% Intérêt	% Contrôle	Méthode	% Intérêt	% Contrôle	Méthode
<b>Gestion pour compte de tiers</b>							
<b>Groupe La Française</b>	Gestion collective	98,18	98,18	IG	98,32	98,33	IG
2A	Gestion d'actifs	19,63	20,00	MEE	19,66	20,00	MEE
Alger Management LTD	Gestion d'actifs	49,09	50,00	MEE	49,16	50,00	MEE
CD Partenaires	Gestion d'actifs	73,50	74,87	IG	73,61	74,87	IG
Conviction asset Management	Gestion collective	29,45	30,00	MEE	0,00	0,00	NC
FCT LFP Créances Immobilières	Gestion d'actifs	58,37	58,37	IG	58,37	58,37	IG
Forum Holding BV	Gestion d'actifs	24,19	24,64	MEE	24,53	24,95	MEE
Forum Partners Investment Management LLC	Gestion d'actifs	24,19	24,64	MEE	24,53	24,95	MEE
GIE Groupe La Française	Groupement de moyens	98,18	100,00	IG	98,32	100,00	IG
Groupe Cholet-Dupont	Gestion d'actifs	33,12	33,73	MEE	33,16	33,73	MEE
Inflection Point Capital Management UK LD	Gestion d'actifs	51,35	49,00	MEE	51,43	49,00	MEE
JKC Capital Management Limited	Gestion d'actifs	49,09	50,00	MEE	49,16	50,00	MEE
La Française AM	Gestion collective	98,17	100,00	IG	98,32	100,00	IG
La Française AM Finance Services	Immobilier	98,18	100,00	IG	98,32	100,00	IG
La Française AM GP	Gestion d'actifs	98,17	100,00	IG	98,32	100,00	IG
La Française AM IBERIA	Gestion d'actifs	64,80	66,00	IG	64,89	66,00	IG
La Française AM International	Gestion de patrimoine	98,18	100,00	IG	98,32	100,00	IG
La Française Bank	Etablissement de crédit	98,91	100,00	IG	98,99	100,00	IG
La Française Global REIM	Gestion d'actifs	98,18	100,00	IG	98,32	100,00	IG
La Française Inflection Point	Gestion d'actifs	75,23	51,00	IG	75,34	51,00	IG
La Française Investment Solutions	Gestion d'actifs	63,81	65,00	IG	46,77	56,04	IG
La Française Real Estate Managers	Gestion collective	94,21	95,96	IG	94,34	95,96	IG
La Française Real Estate Partners	Gestion d'actifs	61,23	65,00	IG	61,32	65,00	IG
LFF Real Estate Partners Limited	Gestion d'actifs	60,24	56,67	IG	60,41	56,67	IG
LFP Nexity Services Immobiliers	Gestion immobilière	23,21	24,64	MEE	0,00	0,00	NC
New Alpha Asset Management	Gestion d'actifs	98,18	100,00	IG	98,32	100,00	IG
NEXT Advisor	Gestion d'actifs	98,18	100,00	IG	98,32	100,00	IG
Nouvelles Expertises et Talents AM	Capital Développement	98,18	100,00	IG	98,32	100,00	IG
OPCI Raspail	Gestion immobilière	99,68	100,00	IG	99,70	100,00	IG
SCI Raspail Vavin Invest	Gestion immobilière	99,67	100,00	IG	99,70	100,00	IG
Siparex Proximité Innovation	Gestion collective	45,61	46,46	MEE	26,06	26,50	MEE
TAGES Capital LLP	Gestion d'actifs	39,27	40,00	MEE	39,33	40,00	MEE
UFG PM	Gestion immobilière	94,21	100,00	IG	94,34	100,00	IG
<b>Services et activités diverses</b>							
Actéa Environnement	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMN Environnement	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Euro Information SAS	Informatique	10,15	10,15	MEE	10,15	10,15	MEE
Financière Nord Europe	Gestion collective	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Fininmad	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
NEPI	Opérations financières	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SCI Centre Gare	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Sicorfé Maintenance	Services	34,00	34,00	MEE	34,00	34,00	MEE
Sofimmo 3	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Sofimpar	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Transactimmo	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG

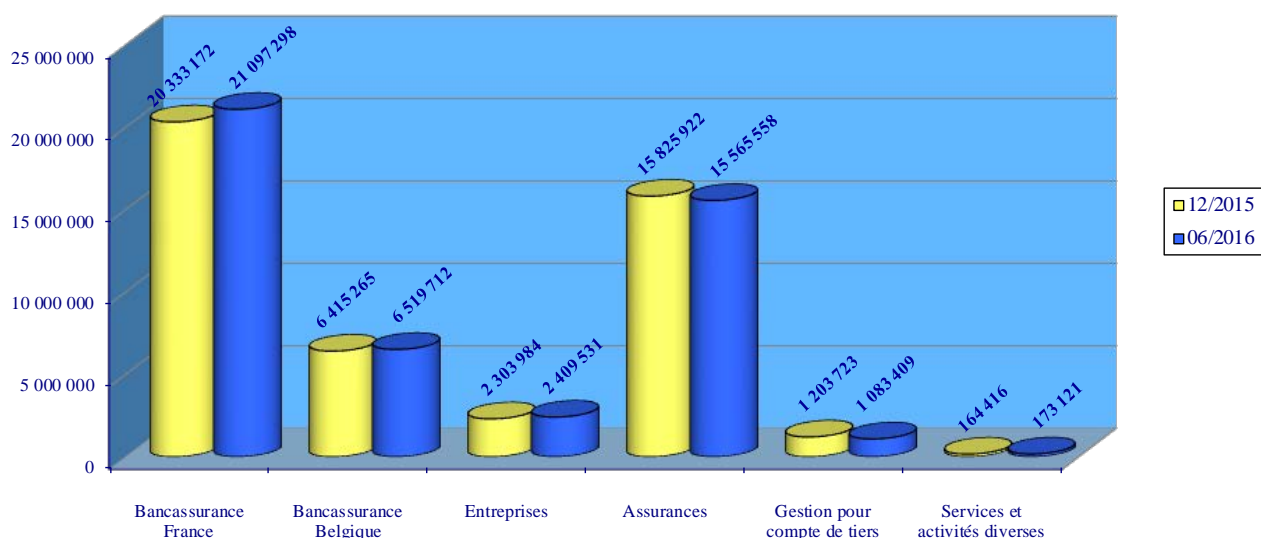
## Résumé des contributions par pôles

	PNB		RBE		Résultat consolidé			Total bilan consolidé	
	12/2015	06/2016	12/2015	06/2016	06/2015	12/2015	06/2016	12/2015	06/2016
Bancassurance France	498 564	249 364	173 454	77 187	73 237	110 938	62 436	20 333 172	21 097 298
Bancassurance Belgique	291 154	144 302	40 394	11 981	2 982	31 557	8 424	6 415 265	6 519 712
Entreprises	55 109	27 484	26 082	11 758	9 411	18 044	7 114	2 303 984	2 409 531
Assurances	205 178	70 661	126 706	35 655	37 461	70 946	21 028	15 825 922	15 565 558
Gestion pour compte de tiers	172 075	78 585	36 319	13 177	3 970	19 861	7 052	1 203 723	1 083 409
Services et activités diverses	5 760	3 454	4 133	2 594	5 649	11 558	7 154	164 416	173 121
Eliminations entre pôles	-54 371	-58 487	-52 938	-56 876	-48 377	-51 313	-56 976	-5 102 767	-5 360 054
<b>Total</b>	<b>1 173 469</b>	<b>515 363</b>	<b>354 150</b>	<b>95 476</b>	<b>84 333</b>	<b>211 591</b>	<b>56 232</b>	<b>41 143 715</b>	<b>41 488 575</b>

### Contribution résultat (avant éliminations interpôles)



### Contribution total bilan (avant éliminations interpôles)





## Synthèse bilan et résultat par pôles

ACTIF	31.12.2015	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		425 794	-	-	11 815 480	231 611	-	(260 861)	12 212 024
Instruments dérivés de couverture		91 715	2 776	50	-	-	-	(48 456)	46 085
Actifs financiers disponibles à la vente		3 623 710	1 472 508	8 271	3 673 242	89 445	30 754	(1 896 603)	7 001 327
Prêts et créances sur établissements de crédit		5 703 554	466 370	115 164	190 428	37 256	3 780	(2 443 137)	4 073 415
Prêts et créances sur la clientèle		9 543 734	4 301 365	2 147 613	52 577	260 754	-	(429 935)	15 876 108
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		23 924	11 417	3 075	-	-	-	-	38 416
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		354 868	24 984	-	-	-	-	-	379 852
Comptes de régularisation et actifs divers		389 050	52 715	28 102	86 986	195 818	2 591	(40 952)	714 310
Participations dans les entreprises MEE		-	-	-	-	66 039	105 670	-	171 709
Immobilisations corporelles et incorporelles		176 823	80 787	1 709	1 569	149 172	20 897	(2 239)	428 718
Ecarts d'acquisition		-	2 343	-	5 640	173 628	724	19 416	201 751
<b>TOTAL</b>		<b>20 333 172</b>	<b>6 415 265</b>	<b>2 303 984</b>	<b>15 825 922</b>	<b>1 203 723</b>	<b>164 416</b>	<b>(5 102 767)</b>	<b>41 143 715</b>

ACTIF	30.06.2016	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		431 719	-	-	11 533 732	191 634	-	(230 821)	11 926 264
Instruments dérivés de couverture		102 688	523	-	-	-	-	(60 581)	42 630
Actifs financiers disponibles à la vente		3 731 849	1 469 561	8 257	3 686 281	75 279	34 439	(1 957 312)	7 048 354
Prêts et créances sur établissements de crédit		6 255 889	459 660	99 004	192 233	43 427	2 350	(2 612 901)	4 439 662
Prêts et créances sur la clientèle		9 693 913	4 412 762	2 280 193	56 166	239 087	-	(481 900)	16 200 221
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		48 094	25 144	3 946	-	-	-	-	77 184
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		235 289	15 118	-	-	-	-	-	250 407
Comptes de régularisation et actifs divers		424 473	60 050	16 522	90 122	297 230	4 863	(33 635)	859 625
Participations dans les entreprises MEE		-	-	-	-	38 079	111 446	-	149 525
Immobilisations corporelles et incorporelles		173 384	74 551	1 609	1 384	25 045	19 299	(2 319)	292 953
Ecarts d'acquisition		-	2 343	-	5 640	173 628	724	19 415	201 750
<b>TOTAL</b>		<b>21 097 298</b>	<b>6 519 712</b>	<b>2 409 531</b>	<b>15 565 558</b>	<b>1 083 409</b>	<b>173 121</b>	<b>(5 360 054)</b>	<b>41 488 575</b>

PASSIF	31.12.2015	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		265 355	1 220	-	-	145 403	-	(182 105)	229 873
Instruments dérivés de couverture		126 776	48 854	3 832	-	-	-	(48 456)	131 006
Dettes envers les établissements de crédit		2 749 340	175 125	1 643 479	190 306	229 016	17 858	(2 645 735)	2 359 389
Dettes envers la clientèle		10 201 051	5 361 248	353 446	109 236	659	-	(47 673)	15 977 967
Dettes représentées par un titre		3 770 361	37 225	1 541	-	253 891	-	(303 910)	3 759 108
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		-	2 758	-	-	-	-	-	2 758
Comptes de régularisation et passifs divers		421 846	111 856	97 833	1 747 352	202 686	1 314	(19 741)	2 563 146
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-	-	12 599 898	-	-	(12 217)	12 587 681
Provisions		69 464	61 876	4 383	9 148	1 746	113	-	146 730
Dettes subordonnées		516 775	44 525	-	303 016	-	-	(196 762)	667 554
Intérêts minoritaires		(78)	(1 663)	27	40 640	14 429	-	73	53 428
Capitaux propres hors résultat (part du groupe)		2 101 344	540 684	181 399	755 380	336 032	133 573	(1 594 928)	2 453 484
Résultat de l'exercice (part du groupe)		110 938	31 557	18 044	70 946	19 861	11 558	(51 313)	211 591
<b>TOTAL</b>		<b>20 333 172</b>	<b>6 415 265</b>	<b>2 303 984</b>	<b>15 825 922</b>	<b>1 203 723</b>	<b>164 416</b>	<b>(5 102 767)</b>	<b>41 143 715</b>

PASSIF	30.06.2016	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		292 641	1 702	-	-	129 105	-	(175 705)	247 743
Instruments dérivés de couverture		160 592	65 183	4 419	-	-	-	(60 581)	169 613
Dettes envers les établissements de crédit		2 074 897	244 697	1 730 437	201 772	191 992	20 893	(2 801 405)	1 663 283
Dettes envers la clientèle		10 366 711	5 375 212	381 785	88 656	441	-	(60 532)	16 152 273
Dettes représentées par un titre		4 942 090	29 423	1 549	-	232 130	-	(274 614)	4 930 578
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		-	2 651	-	-	-	-	-	2 651
Comptes de régularisation et passifs divers		409 268	120 189	89 875	1 442 994	192 872	1 244	(27 373)	2 229 069
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-	-	12 531 818	-	-	(10 214)	12 521 604
Provisions		72 953	67 704	4 508	9 024	1 487	123	-	155 799
Dettes subordonnées		515 016	44 270	-	353 018	-	-	(246 851)	665 453
Intérêts minoritaires		(201)	(1 683)	27	34 741	14 083	-	69	47 036
Capitaux propres hors résultat (part du groupe)		2 200 895	561 940	189 817	882 507	314 247	143 707	(1 645 872)	2 647 241
Résultat de l'exercice (part du groupe)		62 436	8 424	7 114	21 028	7 052	7 154	(56 976)	56 232
<b>TOTAL</b>		<b>21 097 298</b>	<b>6 519 712</b>	<b>2 409 531</b>	<b>15 565 558</b>	<b>1 083 409</b>	<b>173 121</b>	<b>(5 360 054)</b>	<b>41 488 575</b>

COMPTE DE RESULTAT	30.06.2015 *	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
PRODUIT NET BANCAIRE	280 828	148 169	27 262	108 131	71 846	3 491	(50 178)	589 549	
Frais généraux	(179 487)	(132 763)	(15 449)	(39 545)	(63 102)	(831)	1 628	(429 549)	
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>101 341</b>	<b>15 406</b>	<b>11 813</b>	<b>68 586</b>	<b>8 744</b>	<b>2 660</b>	<b>(48 550)</b>	<b>160 000</b>	
Coût du risque	(8 815)	(9 307)	2 131	-	(418)	(103)	-	(16 512)	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>92 526</b>	<b>6 099</b>	<b>13 944</b>	<b>68 586</b>	<b>8 326</b>	<b>2 557</b>	<b>(48 550)</b>	<b>143 488</b>	
Quote-part de résultat des entreprises MEE	-	-	-	-	986	3 814	-	4 800	
Gains ou pertes sur autres actifs	(61)	220	1	-	(18)	-	-	142	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>92 465</b>	<b>6 319</b>	<b>13 945</b>	<b>68 586</b>	<b>9 294</b>	<b>6 371</b>	<b>(48 550)</b>	<b>148 430</b>	
Impôts sur les bénéfices	(19 252)	(3 520)	(4 534)	(25 296)	(4 930)	(722)	178	(58 076)	
Gains & pertes nets d'impôts / act aband	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>	<b>73 213</b>	<b>2 799</b>	<b>9 411</b>	<b>43 290</b>	<b>4 364</b>	<b>5 649</b>	<b>(48 372)</b>	<b>90 354</b>	
Intérêts minoritaires	(24)	(183)	-	5 829	394	-	5	6 021	
<b>RESULTAT NET (part du groupe)</b>	<b>73 237</b>	<b>2 982</b>	<b>9 411</b>	<b>37 461</b>	<b>3 970</b>	<b>5 649</b>	<b>(48 377)</b>	<b>84 333</b>	

COMPTE DE RESULTAT	30.06.2016	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
PRODUIT NET BANCAIRE	249 364	144 302	27 484	70 661	78 585	3 454	(58 487)	515 363	
Frais généraux	(172 177)	(132 321)	(15 726)	(35 006)	(65 408)	(860)	1 611	(419 887)	
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>77 187</b>	<b>11 981</b>	<b>11 758</b>	<b>35 655</b>	<b>13 177</b>	<b>2 594</b>	<b>(56 876)</b>	<b>95 476</b>	
Coût du risque	(6 138)	1 150	(686)	-	-	(7)	(30)	(5 711)	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>71 049</b>	<b>13 131</b>	<b>11 072</b>	<b>35 655</b>	<b>13 177</b>	<b>2 587</b>	<b>(56 906)</b>	<b>89 765</b>	
Quote-part de résultat des entreprises MEE	-	-	-	-	1 081	4 980	-	6 061	
Gains ou pertes sur autres actifs	(52)	(42)	22	-	36	-	-	(36)	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>70 997</b>	<b>13 089</b>	<b>11 094</b>	<b>35 655</b>	<b>14 294</b>	<b>7 567</b>	<b>(56 906)</b>	<b>95 790</b>	
Impôts sur les bénéfices	(8 684)	(4 685)	(3 980)	(11 785)	(5 937)	(413)	(75)	(35 559)	
Gains & pertes nets d'impôts / act aband	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>	<b>62 313</b>	<b>8 404</b>	<b>7 114</b>	<b>23 870</b>	<b>8 357</b>	<b>7 154</b>	<b>(56 981)</b>	<b>60 231</b>	
Intérêts minoritaires	(123)	(20)	-	2 842	1 305	-	(5)	3 999	
<b>RESULTAT NET (part du groupe)</b>	<b>62 436</b>	<b>8 424</b>	<b>7 114</b>	<b>21 028</b>	<b>7 052</b>	<b>7 154</b>	<b>(56 976)</b>	<b>56 232</b>	

### Ⓢ Information sectorielle par zones géographiques. Deuxième niveau

Au CMNE, cette analyse se recoupe avec l'information par activité. En effet, le Groupe exerce sur deux zones géographiques principales qui sont la France et la Belgique. Les informations concernant cette deuxième zone sont isolées dans le pôle d'activité Bancassurance Belgique.

## VI AUTRES INFORMATIONS

### Ⓢ Les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées du fait de la date de survenance sont les suivantes :

néant

### Ⓢ Les normes et interprétations non encore adoptées par l'Union Européenne :

- ❖ IFRS 9 : Instruments financiers. Non encore adoptée.

La norme IFRS 9 publiée par l'IASB est appelée à remplacer la norme IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Elle définit de nouvelles règles en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit des actifs financiers et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

La norme IFRS 9 n'a pas encore été adoptée par l'Union européenne au 30 juin 2016. Elle devrait entrer en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle n'est donc pas appliquée au 30 juin 2016.

La norme IFRS 9, pour sa partie relative à la dépréciation du risque de crédit, répond aux critiques soulevées par le modèle de pertes de crédit avérées de la norme IAS 39 d'une comptabilisation trop tardive et trop faible des pertes de crédit.

Elle permet de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues. Les dépréciations seront constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie.

Cette approche du risque de crédit plus prospective est déjà prise en compte, pour partie, lorsque des provisions collectives sont actuellement constatées sur des portefeuilles homogènes d'actifs financiers en application de la norme IAS 39.

Le Groupe Crédit Mutuel a lancé le chantier en mode projet au deuxième trimestre 2015 regroupant les différents acteurs (finance, risques, informatique,...). Il intègre l'ensemble des activités concernées du Groupe, y compris les assurances pour lesquelles un report de l'application de la norme est encore en discussion au niveau de l'IASB et de l'UE, compte tenu des interactions avec la future norme IFRS 4.

A ce stade du projet de mise en œuvre de la norme IFRS 9 essentiellement consacré à l'analyse de la norme, il n'est pas possible de chiffrer les impacts financiers potentiels de l'adoption de la norme.

- ❖ IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients. Non encore adoptée. Un groupe de travail a été constitué sur ce sujet au sein du Crédit Mutuel.
- ❖ IFRS 16 : Contrats de location. Non encore adoptée.

### © Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables à la date d'arrêté. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend un coût de signature inhérent au débiteur.

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs, les comptes des autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et des contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

Certaines entités du groupe peuvent également appliquer des hypothèses : la valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

Nous attirons l'attention sur le fait que, hormis les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas dans la pratique l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus-values ou les moins-values ne seront pas constatées.

Si toutefois, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée à la date d'arrêté.

	30.06.2016					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
<b>Actifs</b>	21 461 368	20 633 582	827 786	146 120	6 267 145	15 048 103
Prêts et créances sur établissements de crédit	3 931 191	4 182 954	-251 763	0	3 931 020	171
- Prêts et avances - EC	3 931 191	4 182 954	-251 763	0	3 931 020	171
Prêts et créances à la clientèle	17 274 195	16 200 221	1 073 974	0	2 226 263	15 047 932
- Prêts et avances - Clientèle	17 274 195	16 200 221	1 073 974	0	2 226 263	15 047 932
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	255 982	250 407	5 575	146 120	109 862	0
<b>Passifs</b>	23 323 239	23 411 587	88 348	665 472	10 616 425	12 041 342
Dettes envers les établissements de crédit	1 636 634	1 663 283	26 649	0	1 636 634	0
Dettes envers la clientèle	15 966 446	16 152 273	185 827	0	3 925 104	12 041 342
Dettes représentées par un titre	5 054 687	4 930 578	-124 109	0	5 054 687	0
Dettes subordonnées	665 472	665 453	-19	665 472	0	0

	31.12.2015					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
<b>Actifs</b>	21 046 632	20 042 601	1 004 031	174 435	5 791 069	15 081 128
Prêts et créances sur établissements de crédit	3 606 592	3 786 641	-180 049	0	3 606 592	0
- Prêts et avances - EC	3 606 592	3 786 641	-180 049	0	3 606 592	0
Prêts et créances à la clientèle	17 051 855	15 876 108	1 175 747	0	1 970 727	15 081 128
- Prêts et avances - Clientèle	17 051 855	15 876 108	1 175 747	0	1 970 727	15 081 128
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	388 185	379 852	8 333	174 435	213 750	0
<b>Passifs</b>	22 411 217	22 759 263	348 046	667 554	9 823 150	11 920 513
Dettes envers les établissements de crédit	2 327 985	2 354 634	26 649	0	2 327 985	0
Dettes envers la clientèle	15 649 749	15 977 967	328 218	0	3 729 236	11 920 513
Dettes représentées par un titre	3 765 929	3 759 108	-6 821	0	3 765 929	0
Dettes subordonnées	667 554	667 554	0	667 554	0	0

## Parties liées

	30.06.2016		31.12.2015	
	Entités consolidées par integration globale	Entités consolidées par mise en equivalence	Entités consolidées par integration globale	Entités consolidées par mise en equivalence
<b>Actifs</b>				
Prêts et créances sur établissements de crédit	1 298 087	0	1 272 579	0
<i>dont comptes ordinaires</i>	20 144	0	36 433	0
Prêts et créances à la clientèle	8 432	0	0	0
Actifs à la juste valeur par résultat	26 821	0	26 911	0
Actifs disponibles à la vente	473 769	0	543 825	0
Actifs divers	24 329	0	35 367	0
<b>Passifs</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	1 020 319	0	1 237 973	0
<i>dont comptes ordinaires</i>	20 904	0	38 274	0
Passifs à la juste valeur par résultat	24 508	0	31 470	0
Dettes envers la clientèle	0	0	4 453	0
Dettes représentées par un titre	89 831	0	87 815	0
	<b>30.06.2016</b>		<b>30.06.2015</b>	
Intérêts reçus	5 588	0	6 487	0
Intérêts versés	-5 803	0	-6 933	0
Commissions versées	0	-828	0	-1 629
Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV et JVR	8 046	1 125	-2 635	976
Autres produits et charges	0	-575	3 663	-426
PNB	7 831	-278	582	-1 079
Frais généraux	190	-17 145	-1 974	-18 960
	<b>30.06.2016</b>		<b>31.12.2015</b>	
Engagements de financement donnés	25 723	0	25 723	0
Engagements de garantie donnés	8 603	0	8 893	0
Engagements de garanties reçus	0	0	0	0

La colonne "intégration globale" reprend les opérations déclarées par les entités consolidées selon cette méthode avec le reste du Groupe Crédit Mutuel (hors CMNE). La colonne "mise en équivalence" recense les opérations internes au CMNE, non éliminées du fait de la méthode de consolidation de ces entités.

## Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est survenu entre le 30 juin 2016 et la date de communication des comptes consolidés. Ces derniers ont été présentés au Conseil d'Administration du 28 juillet 2016.